

Soutenir la société civile sous tension

Comment les loteries caritatives peuvent-elles aider à refaçonner le contexte du financement en Europe





QUI SOMMES-NOUS ?

L'association des loteries caritatives en Europe (ACLEU) est une organisation internationale à but non lucratif fondée en 2007 afin de promouvoir le modèle de loterie caritative et de permettre aux loteries caritatives ainsi qu'à leurs bénéficiaires de s'exprimer dans les débats européens sur les jeux de hasard et les financements caritatifs.

Les membres de l'ACLEU apportent leur concours à des milliers d'associations de la société civile, quelle que soit leur taille, dans toute l'Europe. Ils ont la conviction que les associations de chaque pays européen devraient avoir la possibilité de lever des fonds par l'intermédiaire des loteries caritatives. Grâce à l'ACLEU, les loteries associatives peuvent se regrouper pour promouvoir ce modèle de financement efficace dans toute l'Europe, par la sensibilisation des responsables politiques, des dirigeants, des autorités de contrôle et des associations.



QUI SOMMES-NOUS ?

Civil Society Europe (CSE) est l'organisme de coordination des organisations de la société civile sur le plan de l'UE. Créée en 2016 en tant qu'association internationale à but non lucratif conformément au droit belge, elle est devenue le point de référence des institutions de l'UE concernant les questions transversales relatives au dialogue et à l'espace civil. Par l'intermédiaire de ses membres, elle touche des millions de personnes qui œuvrent dans toute l'UE pour des organisations sans but lucratif de la société civile ou sont soutenues par elles.

Sommaire

4	Bienvenue	
5	Avant-propos	
6	i. Le contexte de la société civile en Europe	
10	ii. Comment les loteries caritatives peuvent-elles répondre aux besoins de financement	
14	iii. Vers un environnement réglementaire optimal	
17	iv. Profils de pays:	
18	Belgique	30 Italie
20	Danemark	32 Pays Bas
22	Finlande	34 Norvège
24	France	36 Pologne
26	Allemagne	38 Suède
28	Irlande	40 Royaume-Uni
42	Conclusion	

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2025.

Association of Charity Lotteries in Europe (ACLEU)
P.O. Box 75025, 1070 AA
Amsterdam
The Netherlands
info@acleu.eu
acleu.eu

en partenariat avec
Civil Society Europe (CSE)
Rue de la Charité 22, Box 7
1210 Bruxelles
Belgique
contact@civilsocietyeurope.eu
civilsocietyeurope.eu

Auteurs :
Roar Daatselaar, Malcolm Fleming, Marie Wilén (ACLEU)
Carlotta Besozzi, Riccardo Rossella, Matteo Vespa (CSE)

Révisseuse :
Ida Maspero
linkedin.com/in/idamaspero

Maquettiste :
Katie White
whitecreativecompany.co.uk

Crédit d'image :
Loteria.org.pl, MBC Elm, Miljonlotteriet, Nationale Postcode Loterij, People's Postcode Lottery

Scanner pour voir les précédents rapports de l'ACLEU



Charity Lotteries and the European Lottery Sector: Impact analysis



The €10 Billion Opportunity: The potential benefit for civil society across Europe from charity lottery fundraising



Beyond the Jackpot: analysing the safety of charity lotteries

Bienvenue



MALCOLM FLEMING
PRÉSIDENT,
ASSOCIATION OF CHARITY
LOTTERIES IN EUROPE

Dans toute l'Europe, les organisations de la société civile (OSC) rencontrent des problèmes inédits. Les financements s'effilochent alors que les besoins de société ne font qu'augmenter.

Dans ce contexte, les gouvernements et les dirigeants devraient trouver des moyens intelligents, sûrs et reproductibles pour renforcer ces organisations qui chaque jour soutiennent nos collectivités dans toute l'Europe. L'un de ces moyens (qui ne coûte rien aux gouvernements) s'impose comme une évidence : les loteries caritatives.

Ces dernières années, les preuves du bien-fondé des loteries caritatives se sont considérablement accumulées. Une étude indépendante menée par Regulus Partners confirme que le potentiel inexploité des loteries caritatives en Europe s'élève à dix milliards d'euros par an qui pourraient aller à des causes sociales.

Dix. Milliards. D'euros. Chaque année. Cette somme astronomique pourrait transformer la capacité des associations petites et grandes, à desservir leurs membres, à protéger le patrimoine culturel, à soutenir le sport sur le plan local, à lutter contre la solitude, à protéger notre environnement et à apporter des solutions que les gouvernements, seuls, ne peuvent pas fournir.

Et le plus beau dans tout cela ? C'est que ce n'est pas un jeu à somme nulle. Les études montrent aussi que les loteries caritatives complètent les collectes de fonds des lotos nationaux, ce qui développe globalement le marché de la loterie plutôt que de faire concurrence aux loteries nationales. La part du gâteau grossit. Résultat : plus de ressources pour les causes nationales comme pour la société civile indépendante.

Qui plus est, il a été démontré que les loteries caritatives comportent un risque très faible de dépendance au jeu du fait de leur faible fréquence et du délai entre l'achat d'un billet et l'annonce des gagnants. Elles sont réglementées, transparentes et socialement responsables. En plus de collecter des fonds pour des associations, elles aident aussi à sensibiliser le public sur le travail effectué par les organisations qui bénéficient du financement, en partageant des histoires positives dans un monde de plus en plus dominé par des informations négatives. Dit autrement, elles génèrent des solutions plutôt que des problèmes.

Nous constatons cela tous les jours dans des pays comme les Pays-Bas où les loteries caritatives collectent plus d'un demi-milliard d'euros par an. Les gens ordinaires souscrivent ou achètent un billet, non seulement dans l'espoir de gagner, mais en sachant que s'ils perdent, une association de musique locale, un centre associatif, ou même un projet de protection de la forêt tropicale gagnera. C'est gagnant-gagnant pour la société.

Et pourtant, dans de nombreux pays européens, ce potentiel reste verrouillé. Des milliards d'euros capables de transformer la société civile et de faire avancer l'intérêt public restent inexploités.

Ce rapport souhaite montrer à quoi pourrait ressembler un contexte optimal de loteries caritatives, à la fois dans les pays où elles existent déjà, mais où elles rencontrent des obstacles injustifiés, et dans ceux où le cadre juridique pour permettre leur création n'existe pas encore. Nous demandons aux dirigeants, aux autorités de contrôle et aux responsables de la société civile de changer les règles, de saisir cette opportunité et de libérer ce potentiel extraordinaire.

Au-delà des cadres nationaux, le présent rapport s'adresse directement aux priorités actuelles de l'UE : la nouvelle stratégie pour la société civile, le paquet pour la défense de la démocratie et le plan d'action pour l'économie sociale. Les loteries caritatives sont en mesure de traduire ces initiatives en financement concret, menées par les citoyens, afin d'augmenter la résilience de l'espace civique européen.

Je vous invite à lire ce rapport, à partager ses conclusions et à diffuser l'histoire des loteries caritatives de façon à ce que nous comblions le fossé de financement de la société civile en débloquant les dix milliards d'euros annuels dont l'Europe a un besoin urgent !

« Dix. Milliards.
D'euros. Chaque
année. C'est la
somme
astronomique
qui pourrait
transformer la
capacité des
associations
petites et
grandes à
desservir leurs
membres »

Avant-propos



CARLOTTA BESOZZI
DIRECTRICE,
CIVIL SOCIETY EUROPE

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel dans le règlement des problèmes sociaux : en fournissant des services qui répondent aux besoins de la population diverse, en répondant aux urgences et en contribuant à la mise en œuvre des droits fondamentaux.

Elles représentent l'un des piliers de la démocratie et fournissent un équilibre des pouvoirs face à l'État de droit. En période de crise, les organisations de la société civile sont plus importantes que jamais.

Malgré cela, les OSC rencontrent des problèmes croissants, comme des restrictions à la liberté d'association, de rassemblement pacifique et d'expression, et elles disposent de moins en moins de ressources pour leurs opérations sur le plan local, national et transnational.

Ce rapport inclut un aperçu du vide financier existant pour la société civile et montre le besoin d'assurer que les OSC puissent accéder à diverses sources de financement public et privé. Parmi ces sources, les loteries caritatives représentent non seulement un potentiel inexploité dans de nombreux pays européens, mais elles démontrent également que la société civile peut faire partie de la solution en développant des volets de financement qui profiteront à tout le secteur (et seront conçus pour et par celui-ci).

« Les OSC sont confrontées à des problèmes croissants, notamment le manque de ressources disponibles pour leurs opérations sur le plan local, national et transnational. »

Sa publication intervient au bon moment, tandis que la Commission européenne s'apprête à lancer, pour la première fois, une stratégie pour soutenir, protéger et impliquer la société civile, et que le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sont en train de discuter du prochain cadre financier pluriannuel pour la période 2018 à 2034.

L'accès à des financements fait partie intégrante de la liberté d'association, et toutes les politiques et mesures futures à tous les niveaux qui veulent soutenir la société civile dans sa diversité doivent contribuer à développer une large panoplie d'outils de financement public et privé. Nous espérons que ce rapport ouvrira de nouvelles perspectives dans ces discussions.

Nos définitions

SOCIÉTÉ CIVILE

Pour les besoins du présent rapport, nous définissons la société civile comme la sphère d'activité de la société qui se distingue des secteurs publics (gouvernement) et privés (entreprises ou commerces). On la nomme aussi secteur sans but lucratif, secteur associatif ou tiers secteur.

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC)

Dans tout le rapport, nous utilisons le terme organisation de la société civile (OSC) pour désigner n'importe quelle organisation sans but lucratif ou bénévole, petite ou grande, qui est indépendante vis-à-vis du gouvernement

et œuvre pour le bien commun : l'amélioration de la vie et du sort des individus, des collectivités, de la société en général, des animaux ou de l'environnement naturel, que ce soit par la prestation de services ou par le plaidoyer.

Les OSC, tel que nous utilisons ici ce terme, regroupent ce qui se nomme dans divers pays : les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations à but non lucratif, les associations, les œuvres caritatives, les organisations caritatives, les organisations communautaires, les organisations à but social, les organisations du tiers secteur. Notre définition comprend également les donateurs indépendants à but non lucratif comme les fondations philanthropiques et les loteries caritatives.

i. Le contexte de la société civile en Europe

Dans toute l'Europe, les organisations de la société civile (OSC), petites et grandes, locales, nationales et internationales, œuvrent à l'amélioration de la vie et du sort des personnes, des collectivités et de l'environnement.

La portée et la variété du travail entrepris par les OSC est incroyablement large, et complète les services fournis par l'État, et ce de manière souvent profonde : que ce soit pour soutenir les jeunes et les personnes âgées, prévenir et soulager la pauvreté, créer des prestations sportives, protéger la culture et le patrimoine, protéger la nature et le bien-être animal, ou pour défendre les droits fondamentaux et fournir un soutien humanitaire qui sauve des vies.

Les OSC de divers pays peuvent avoir différents types de relations avec les gouvernements : certaines ont des partenariats avec le gouvernement, d'autres ont un rôle de plaidoyer indépendant ou de prestataire de service bénévole¹.

Les OSC peuvent également contribuer à l'économie par l'intermédiaire de la taxation et en fournissant des emplois rémunérés ; les opportunités bénévoles offertes par de nombreuses OSC contribuent quant à elles au développement de la formation et des compétences. Les OSC européennes quelle que soit leur taille (des petits groupes communautaires aux organisations régionales, nationales et internationales) ont un impact positif indéniable sur les populations, les lieux et les collectivités qu'elles soutiennent. Nous devrions les entretenir, les soutenir et les défendre.

Taille de la société civile en Europe

Les données sur le nombre d'OSC et leur pertinence en Europe sont assez éparpillées et difficiles à comparer. Malgré tout, selon les publications de l'Union européenne, 3,8 millions d'associations à but non lucratif sont actives dans les États membres européens².

Parmi elles, 2,8 millions font partie de l'économie sociale³, et apportent plus de 13,6 millions d'emplois rémunérés en Europe et font intervenir 82,8 millions de bénévoles. Les OSC sont plus répandues en Europe de l'Ouest et dans les pays nordiques, cependant, elles gagnent aussi du terrain en Europe de l'Est. La France compte le nombre le plus élevé d'associations, avec plus d'1,3 million.

Comment les OSC européennes sont-elles financées

Les OSC européennes, grandes et petites, s'appuient sur une variété de flux de financement provenant de sources diverses, notamment des subventions et des programmes de l'UE (dans les États membres), des subventions nationales et locales, la philanthropie institutionnelle de fondations commerciales et privées, les dons individuels par l'intermédiaire de dons et de cotisations, les fonds des loteries nationales et (dans les pays où le cadre réglementaire le permet) les loteries caritatives.

Les tendances récentes des principales sources de financement sont résumées à la page 8.

¹ Young, D., *Alternative Models of Government-Nonprofit Sector Relations: Theoretical and International Perspectives*, ARNOVA, 2000

² *Facilitating cross border activities of non-profit associations* Union européenne, 2023

³ *Recent Evolutions of the Social Economy in the European Union*, Comité économique et social européen (CESE), 2017

⁴ *Outcome of Proceedings: Council Conclusions...The role of the civic space in protecting and promoting fundamental rights in the EU*, Conseil de l'Union européenne, 14 mars 2023

Les conclusions⁴ du Conseil de l'Union européenne sur l'espace civique pour 2022 et 2023 reconnaissent essentiellement que la liberté de rechercher, recevoir et utiliser des ressources financières fait partie intégrante du droit d'association. Le droit des OSC de rechercher, recevoir et utiliser des fonds va de pair avec le devoir des autorités publiques de créer un environnement favorable pour que les OSC puissent avoir accès à de tels financements.

Les OSC européennes sous tension

Le travail et les activités des OSC européennes, dans leur pays d'origine, sur tout le continent et dans le monde entier, n'ont jamais autant été essentiels. Sur tout le continent européen, les conséquences de la pandémie de Covid et de la crise économique ont entraîné un besoin toujours croissant de services de plaidoyer et de soutien fournis par les OSC ; sur la scène internationale, les conflits et les changements climatiques apportent des crises humanitaires et environnementales de plus en plus graves.

Et pourtant, malgré ce besoin grandissant et une demande de travail toujours plus importante de la part des OSC, l'espace civique en Europe semble se rétrécir. Selon l'outil CIVICUS Monitor⁵, qui juge l'état de l'espace civique sur le plan mondial, le nombre d'États membres de l'UE jugés comme étant « ouverts » a chuté de 15 à 12 depuis 2018.

Ces dernières années, les OSC de toute l'Europe ont été confrontées à des pressions à tous les niveaux, y compris des attaques publiques, des campagnes de dénigrement et des mesures législatives destinées à limiter leurs activités. Dans plusieurs États membres, on a proposé des lois nationales pour restreindre les financements (surtout de sources étrangères) et imposer des restrictions disproportionnées, des obligations administratives et des sanctions (y compris la dissolution et la radiation), ce qui a créé un environnement juridique de plus en plus complexe et réglementaire.

L'introduction de la législation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ajoute encore à la difficulté, notamment la restriction de l'accès bancaire, l'augmentation des processus liés au devoir de diligence et les exigences de rapports irréalisables.

Ceci, en plus de la bureaucratie lourde pour l'enregistrement et des demandes de subventions compliquées dans bien des cas, pèse sur les capacités des OSC européennes, épuise leurs ressources et détourne l'attention et les finances de leur mission⁶.

5 CIVICUS Monitor Data

6 Civic Space Report 2024, Forum civique européen, 2024

7 Nonprofit Pulse 2024, Association européenne de la finance, 2024

8 Contribution to the Consultation on the EU Civil Society Strategy, Civil Society Europe, septembre 2025

9 Report on key findings from FRA's civic space consultation covering 2023, FRA (Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne), 2024

10 Strengthening Democracy and Policy Implementation: EU Funding for the work of Civil Society Organisations, FRA, 6 mai 2025

11 VOICE Policy Resolution 2025 - Time for Action: Humanitarian NGOs call for a bold response to fragility, VOICE, 30 juin 2025

Les problèmes de financement

La surcharge de travail des OSC en raison du besoin croissant de leurs services, avec le manque de capacité et de ressources financières dû aux exigences bureaucratiques, arrive à un moment où diverses sources de financement sont en stagnation ou en déclin (voir au verso). La réalité est que les OSC européennes doivent faire plus avec moins de financement.

Le rapport Nonprofit Pulse 2024 de l'association européenne de la finance déclare qu'en 2023, dans toute l'Europe, les OSC subissaient encore « les retombées de la crise économique continue. La demande de prestations, la charge de travail et les coûts ont continué d'augmenter, alors que les OSC ont signalé une forte diminution des dons et d'autres sources de financement, notamment la baisse du soutien gouvernemental. »

Dans un constat similaire, la contribution de Civil Society Europe à la consultation sur la stratégie de la société civile de l'EU note : « Dans toute l'Europe, la société civile est confrontée à des problèmes de financement persistants qui sapent sa durabilité et son indépendance. [...] La plupart des ressources disponibles sont en fonction des projets, ce qui laisse une place limitée, voire nulle aux fonds non affectés pour couvrir les frais de fonctionnement. [...] En outre, de nombreuses organisations s'appuient sur un nombre limité de donateurs, ce qui les rend financièrement vulnérables vis-à-vis des changements de priorités politiques ou du retrait de donateurs clés. »

La consultation annuelle de l'Agence pour les droits fondamentaux de 2023 sur l'espace civique montre que 65 % des répondants signalent des difficultés à trouver les financements requis pour leur travail⁹. Cette tendance s'est poursuivie en 2024 et 44 % des OSC ont fait savoir qu'elles avaient connu des réductions inattendues, des coupures ou des gels de financement en raison des diminutions de financement public destiné aux OSC, en plus du gel USAID¹⁰.



Ces dernières années, les besoins humanitaires se sont intensifiés dans le monde entier et dépassent désormais grandement les ressources disponibles pour y remédier. Alors que les conflits, les changements climatiques, l'instabilité économique et les urgences sanitaires continuent de provoquer de nouvelles crises ou d'empirer celles qui existaient déjà, le démantèlement d'USAID en 2025 et les coupures non négligeables annoncées par d'autres donateurs (notamment certains États européens) a considérablement réduit la capacité de soutenir les populations touchées par les crises. »

Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies (VOICE) Résolution politique 2025, 30 juin 2025¹¹

Les facteurs et les tendances de financement en bref

Réductions de financement public : Ces dernières années, les OSC ont connu des coupures importantes dans les financements publics de l'UE et des gouvernements nationaux, en raison des changements de priorités, des coupures budgétaires nationales et des mesures d'austérité. Le gel du financement USAID, les mesures de diminution des risques prises par les banques et le dénigrement croissant de la société civile par le public ont également joué un rôle dans les réductions de financement.

Sur les presque 400 OSC ayant contribué à la consultation la plus récente de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) sur l'espace civique, 44 % ont déclaré avoir connu une réduction inattendue, des coupures ou un gel des financements en 2024. Parmi elles, la grosse majorité a noté que ceci était le fait de leur gouvernement national (37 %) ou du gouvernement des États-Unis (34 %) ¹².

Développement international : Le financement du développement international a subi des réductions considérables ces dernières années, notamment en conséquence du gel des financements USAID, mais des coupures sont intervenues dans d'autres pays européens, par exemple au Royaume-Uni, en France ¹³, en Belgique ¹⁴, aux Pays Bas ¹⁵, en Slovaquie ¹⁶, et sont envisagées en Allemagne ¹⁷. Les OSC qui travaillent dans ce domaine ont par conséquent constaté une réduction de leur budget à une période où les besoins sont de plus en plus pressants.

Dons individuels : Le rapport World Giving 2025 ¹⁸ de The Charities Aid Foundation (CAF) donne un aperçu des tendances de dons individuels en Europe par rapport au reste du monde. Il montre que les Européens sont moins généreux dans leurs dons (directs aux OSC) en pourcentage de revenus. En Europe, une personne moyenne a donné 0,28 % de ses revenus mensuels à des OSC, contre 0,49 % en Asie et 0,36 % pour la moyenne mondiale.

Le pourcentage de personnes en Europe qui donnent de l'argent directement aux OSC est de 41 % comparé à une moyenne mondiale de 36 %.

Dons institutionnels : L'association Philea (Philanthropy Europe Association) estime qu'il y a environ 175 000 fondations d'utilité publique en Europe. Ces fondations gèrent 516 milliards d'euros en avoirs et dotations et on estime qu'elles redistribuent 76 milliards d'euros chaque année ¹⁹.

65% des OSC ayant répondu à une consultation de l'agence des droits fondamentaux ont rapporté des difficultés à trouver des financements.

44% des OSC ont rapporté des réductions inattendues, des coupures ou un gel des financements publics et d'USAID.

¹² Strengthening Democracy and Policy Implementation: EU Funding for the work of Civil Society Organisations, FRA, 6 mai 2025

¹³ Budget 2026: Taking action against poverty and inequality for our common future, Coordination SUD, 17 juin 2025

¹⁴ 2025 Report on Belgian Development Cooperation, CNC-D-11.11.1, 2025

¹⁵ First development budget cuts announced: overhaul of grants for NGOs, Gouvernement des Pays bas, 11 novembre 2024

¹⁶ Slovakia: Government cracking down on nonprofits, Romea.cz, 7 juillet 2024

¹⁷ Budget 2025: Financing of development cooperation must be rethought, VENRO, 15 septembre 2025

¹⁸ World Giving Report 2025, Charities Aid Foundation, 2025

¹⁹ Data on the sector, Philea (Philanthropy Europe Association)

La nécessité de passer à des financements plus flexibles

Les sources de financement compétitives pour les OSC comprennent souvent des financements de projet à court terme plutôt que les financements continus dont les organisations ont désespérément besoin pour couvrir leurs frais et garder leur personnel clé. Les financements flexibles signifient aussi que les organisations sont en mesure d'innover et de répondre aux crises et aux exigences sans cesse changeantes.

Lorsqu'elles dépendent des financements de projet à court terme, les OSC, au lieu de répondre aux besoins de société, ont tendance à déplacer leur attention et à répondre aux intentions et exigences du donateur.

Des appels à l'amélioration des financements de base pérennes et prévisibles pour les OSC européennes ont trouvé leur écho dans une résolution du Parlement européen de mars 2022²⁰ sur le rétrécissement de l'espace civique en Europe, et les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur l'espace civique²¹ de 2022 et 2023, qui notent que des sources de financement diverses et indépendantes sont essentielles à la bonne santé d'une démocratie.

Le rétrécissement de l'espace civique en Europe et les problèmes de financement pressants auxquels les OSC font face sont désormais reconnus comme un enjeu stratégique critique, et on travaille au développement de la nouvelle Stratégie de la société civile de l'UE²². Dans son appel à témoignage, qui s'est refermé en septembre 2025, la Commission européenne notait :

« Compte tenu des preuves montrant que l'espace civique pour les organisations de la société civile et pour les défenseurs des droits humains et de la protection des valeurs de l'UE se rétrécit, la Stratégie proposerait également des mesures spécifiques pour soutenir, protéger et donner du pouvoir aux acteurs de la société civile sur ces questions... En outre, un autre problème noté a trait aux difficultés d'assurer des financements pérennes, prévisibles et transparents qui leur permettent de garder leur indépendance. »

La contribution de Civil Society Europe²³ à la consultation sur la Stratégie recommande, entre autres mesures, que l'UE mette en place un marché unique pour la philanthropie, qu'elle crée des espaces dédiés pour la cocréation (avec la société civile) de politiques de financement, et qu'elle évite ou supprime les obstacles réglementaires injustifiés pour accéder aux voies de financement, y compris aux loteries caritatives.

L'ACLEU avance que la reconnaissance des loteries caritatives comme faisant partie d'un paysage de financement pluraliste appuierait l'objectif déclaré de l'UE de favoriser la création d'un environnement pour la société civile dans toute sa diversité.

SONDAGE

Un sondage en novembre 2023²⁴ de 671 représentants seniors d'OSC dans 20 pays européens a montré que :

28 %

ont vu une hausse des demandes

28 %

ont vu une baisse des dons

26 %

ont vu une baisse des donateurs individuels

28 %

ont dû supprimer du personnel

20 %

s'inquiètent pour l'avenir en raison de la charge de travail, les financements et le bien-être du personnel

6 %

n'étaient pas affectés par la hausse du coût de la vie



Dans le monde entier, les organisations à but social font face à des turbulences financières. Résultat, les modèles traditionnels de financement ont besoin de changer au fur et à mesure que les comportements évoluent et que les gouvernements réduisent leurs dépenses en aide et développement et que la philanthropie cherche des réponses. Dans un environnement géopolitique instable, les besoins humanitaires continuent de croître et les associations communautaires sont plus que jamais sollicitées pour résoudre des problèmes sociaux de plus en plus complexes... Il est étonnant de voir le rôle important que les gouvernements jouent dans la création d'un environnement de dons, et les personnes affirment qu'elles ont tendance à donner plus dans les endroits où leur gouvernement les y encourage. »

Neil Heslop, Directeur général, Charities Aid Foundation, dans Charities Aid Foundation (CAF) World Giving Report 2025²⁵, juillet 2025

20 Texts adopted: [Shrinking space for civil society in Europe](#), Parlement européen, 8 mars 2022

21 [Outcome of Proceedings: Council Conclusions...The role of the civic space in protecting and promoting fundamental rights in the EU](#), Conseil de l'Union européenne, 14 mars 2023

22 [EU Civil Society Strategy: About this initiative](#), Commission européenne

23 [Contribution to the Consultation on the EU Civil Society Strategy](#), Civil Society Europe, septembre 2025

24 [Nonprofit Pulse 2024](#), Association européenne de la finance, 2024

25 [World Giving Report 2025: What it means](#), Charities Aid Foundation, 2025

ii. Comment les loteries caritatives peuvent-elles aider à répondre aux besoins de financement

Dans ce contexte politique et économique difficile où la société civile européenne est confrontée à des problèmes de financement croissants, comme nous l'avons décrit au chapitre précédent, il est essentiel que les OSC, grandes et petites, aient un meilleur accès à un soutien financier flexible et pérenne.

Comme le Forum civique européen²⁶ le fait remarquer : « *Le principal problème à la base de l'instabilité financière et de la durabilité de la société civile est l'absence de programmes de long terme conçus spécifiquement pour soutenir ces organisations. Dans toute l'Europe (et au-delà), un mélange d'idées reçues (par exemple que le fonctionnement des associations ne coûte presque rien, et que tous les financements doivent être restreints par projet et attribués pour les extrants et les activités) maintient la société civile dans une sorte de « cycle de famine », qui appauvrit leur santé financière.* »

Des financements durables, indépendants

Les loteries caritatives ont le potentiel incroyable de rompre ce cercle vicieux en fournissant un soutien financier vital pérenne aux OSC européennes, en complétant les sources de financement existantes comme les subventions et aides publiques, les dons philanthropiques et les dons individuels. Et ce, sans coûter un centime de plus aux deniers publics.

De fait, la caractéristique première des loteries caritatives, leur mission principale, est de collecter des fonds pour de bonnes causes et de fournir un soutien financier durable, indépendant et crucial aux opérations des OSC. Dans toute l'Europe, les loteries caritatives ont d'ores et déjà collecté environ 1,5 milliard d'euros chaque année pour de bonnes causes.

Les loteries caritatives ne sont pas juste une autre source de revenus pour la société civile : elles représentent l'une des infrastructures philanthropiques les plus évolutives, indépendantes et menées par les citoyens qui existent aujourd'hui. Tandis que l'espace de la société civile rétrécit dans de nombreux pays, les loteries caritatives offrent un moyen de mobiliser la participation du public à grande échelle, de redistribuer efficacement les ressources, et de soutenir un écosystème pluraliste d'OSC, qui fait souvent hésiter d'autres donateurs.

Le plan d'action pour l'économie sociale (SEAP), adopté par la Commission européenne en 2021, vise à encourager l'innovation sociale, à soutenir la croissance de l'économie sociale et à maximiser son potentiel de créer un impact social et économique transformateur. Il souligne le besoin d'avoir des modèles de financement résilients, novateurs pour l'économie sociale. Les loteries caritatives offrent exactement cela : un moyen pour des millions d'individus européens d'investir directement dans l'économie sociale via le simple geste d'acheter un billet de loterie.

À Bruxelles, la discussion sur le prochain cadre financier pluriannuel (2028-34) a souligné le besoin pour la société civile d'avoir des financements flexibles et pérennes. Les loteries caritatives offrent une source complémentaire d'un tel financement pour aider à stabiliser le secteur, quels que soient les cycles budgétaires de l'UE.

Qu'est-ce qu'une loterie caritative ?

- > Une loterie caritative est une **entreprise privée**, et bien que réglementée par le gouvernement national, c'est une organisation indépendante. Par conséquent, ses priorités et décisions de financement sont indépendantes du gouvernement et le financement qu'elle produit s'ajoute à toute subvention publique.
- > Son principal objectif est de **collecter des fonds pour de bonnes causes** – le format de loterie est seulement un outil pour y parvenir. Aucun profit privé n'est effectué, et une partie substantielle de ses revenus doivent aller à de bonnes causes, en plus des prix aux joueurs de loterie, et des frais d'exploitation.
- > Elle peut fournir un flux de revenu constant aux OSC bénéficiaires : un flux de financement qui grandit au fur et à mesure que la base de la loterie augmente.

²⁶ Civic Space Report 2024, Forum civique européen, 2024

Pour avoir une société civile forte, il faut des modèles de financements divers

Comme illustré au chapitre précédent, la norme des financements de projet à court terme entraîne de nombreux problèmes pour beaucoup d'OSC. Dans certains pays, la surdépendance des OSC sur les subventions publiques crée une dépendance structurelle et vulnérabilise la société civile compte tenu des restrictions budgétaires.

Le rapport sur l'espace civique du Forum civique européen de 2024 note que : « *Les donateurs privés sont de plus en plus conscients de la manière dont les pratiques de financement ont un impact considérable sur le pouvoir, la parole, la résilience et la créativité des bénéficiaires, notamment les organisations de la société civile et les mouvements sociaux. Les donateurs privés commencent à reconnaître le besoin d'examiner de nouveaux modèles de financement qui redonnent le pouvoir à la société civile. Cela inclut la prestation d'un soutien de base au lieu d'un financement par projet ; une focalisation sur les résultats plutôt que sur les extrants ; une philanthropie basée sur la confiance et des subventions participatives.* »

La création de grandes sources de financement sans condition, flexibles et indépendantes est essentielle pour stimuler la résilience de la société civile et garantir que les OSC sont financièrement viables. Les loteries caritatives proposent exactement cela : des financements autonomes et fiables, de long terme, sans les conditions bureaucratiques qui assortissent souvent les contrats publics ou les contraintes stratégiques des partenariats. Elles représentent une source de financement valable à même de diversifier les revenus des OSC et d'augmenter leur résilience.

Les chercheurs Salamon et Anheier²⁷ avancent que la société civile est façonnée par les schémas institutionnels, mais que celle-ci est florissante lorsque le secteur public et le secteur citoyen sont solides. Dans ce contexte, les loteries caritatives représentent un mécanisme puissant de ralliement du public et de l'énergie civique pour créer un impact durable.

Les loteries caritatives complètent les dons privés, surtout dans un contexte où les dons individuels sont en déclin. Plutôt que de faire concurrence aux collectes de fonds locales, elles aident à encourager une culture d'engagement vis-à-vis du travail des OSC, tout en renforçant l'écosystème de financement par l'intermédiaire d'un soutien institutionnel pérenne.

LE BESOIN DE FINANCEMENT PÉRENNE SANS RESTRICTION

Lorsqu'on leur demande quels changements dans le cadre de financement serait le plus pertinent, les OSC qui ont répondu au sondage civique de l'agence des droits fondamentaux ont dit :

58,4%	un financement de base sans restriction
45,5%	des cycles de financement plus longs
25,7%	une attribution de salaire plus élevée
20,3%	des obligations de rapport moins complexes

Des milliards d'euros de financement inexploité

Le rapport intitulé L'opportunité à 10 milliards d'euros : le bénéfice potentiel que les loteries caritatives européennes pourraient collecter au profit de la société civile (*The €10 Billion Opportunity: the potential benefit for civil society across Europe from charity lottery fundraising*), commandé par l'ACLEU et publié en novembre 2023, évaluait le potentiel de collecte de fonds des loteries caritatives en Europe. Il a examiné le marché européen existant très restreint des loteries caritatives et calculé le potentiel latent par pays européen si tous les pays adoptaient des réglementations moins restrictives vis-à-vis des loteries caritatives.

Si tous les pays européens adoptaient un régime réglementaire de loterie caritative flexible, sans trop de restrictions, on pourrait collecter dix milliards d'euros par an pour des œuvres caritatives (ce qui représente une augmentation de 8,5 milliards d'euros par rapport aux contributions de financement actuelles). Sans parler du vaste potentiel de fonds collectés directement par les loteries caritatives, il est également important de tenir compte de leur potentiel à avoir un effet d'entraînement positif. Les loteries caritatives envoient des signaux de légitimité et peuvent attirer des ressources supplémentaires de la part de fondations et d'institutions publiques. Par exemple, on peut parfois utiliser le financement de loterie caritative pour débloquer des sources de financement lorsqu'un cofinancement est requis.



Cette année, nous avons franchi un cap impensable : un demi-milliard d'euros de financement par loterie caritative reçu sur 30 ans. C'est un chiffre extraordinaire.

Mais le plus important est ce que cela représente : de l'eau potable pour des familles déplacées, un service de soins dans un hôpital en ruines, et des soins dans des lieux qui n'en avaient aucun. Voilà ce que 30 années de partenariat peuvent réaliser : de la dignité, de l'espoir et de la survie. »

Karel Hendriks, Directeur, Médecins Sans Frontières Pays-Bas

²⁷ Social Origins of Civil Society: Explaining the Nonprofit Sector Cross-Nationally, VOLUNTAS, 1998.

1,5 €

Milliard.

pour de bonnes causes est actuellement collecté chaque année par les loteries caritatives en Europe

10 €

Milliards.

(8,5 milliards d'euros en plus) pourraient être collectés si tous les pays de l'UE simplifiaient les réglementations sur les loteries caritatives

Cet effet de signal signifie que le financement des loteries caritatives peut agir comme un catalyseur, en augmentant la visibilité des causes et en encourageant le cofinancement, ce qui peut potentiellement agrandir la base de ressources globales pour la société civile.

Par ailleurs, en plus de débloquer des financements inexploités, les loteries caritatives aident à promouvoir le travail essentiel réalisé par les organisations de la société civile, renforçant ainsi les communautés par le partage d'histoires positives.

Pas de concurrence avec les lotos nationaux

Une étude précédente commandée par l'ACLEU²⁸ a démontré qu'un secteur de loterie caritatif peut coexister avec des lotos nationaux, sans que cela ne crée une dynamique concurrentielle délétère. L'étude n'a constaté aucun lien causal matériel entre la présence de loteries caritatives et la performance des lotos nationaux.

Qui plus est, son analyse plus poussée des marchés comprenant d'importants secteurs de loterie caritative (le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède, l'Allemagne) a montré que la présence concrète d'un secteur de loterie caritative augmente systématiquement l'échelle du secteur de la loterie globale dans ces pays, et génère une plus large base de contributions pour de bonnes causes.

La contribution financière considérable que les loteries caritatives peuvent réaliser pour soutenir la société civile européenne devrait par conséquent être considérée comme apportant des bénéfices sociaux supplémentaires qui complètent les activités de loto national.

Un risque faible de dépendance au jeu

Même si les loteries caritatives ont le potentiel de lever des fonds indispensables, elles sont un produit des jeux d'argent et à ce titre, font l'objet de réglementations dans toute l'Europe.

Toutefois, il existe une différence non négligeable entre les loteries caritatives et les formes de jeux d'argent avec « gain instantané » comme les paris en ligne, les machines à sous et les casinos. La faible fréquence des loteries caritatives (une fois par semaine ou par mois), comparée à la fréquence rapide des autres produits, en fait l'un des jeux de hasard les plus inoffensifs qui soit, comme le fait remarquer un rapport d'étude de l'université Nottingham Trent sur les loteries au code postal²⁹ : « La fréquence rapide des événements est largement acceptée comme étant l'un des facteurs les plus influents chez les joueurs vulnérables qui développent une dépendance au jeu. »

Et pourtant, le débat sur la dépendance au jeu traite souvent du secteur des jeux d'argent comme si chaque produit était le même, avec les mêmes risques potentiels, alors que ce n'est pas du tout le cas.

Ces dernières années, en partie à cause des augmentations de paris en ligne dans de nombreux pays, l'attention politique sur la dépendance au jeu a monté d'un cran. En tant qu'organisations à visée sociale, les opérateurs de loteries caritatives prennent cette question très au sérieux, et ont mis en place de nombreux garde-fous pour protéger les consommateurs.

Les loteries caritatives subissent d'ores et déjà des réglementations considérables dans les pays où elles existent. Toutefois, il existe un danger qu'une approche « uniformisée » des réglementations sur les jeux d'argent puisse nuire à la collecte de fonds des loteries caritatives, malgré les conclusions répandues d'études précédentes montrant que les loteries caritatives sont un produit à faible risque.

« Les Pays-Bas possèdent un écosystème incroyable et vaste de musées et d'institutions culturelles qui prospère grâce au soutien des loteries caritatives. Le financement par la loterie est essentiel au bien-être financier d'un grand nombre de ces institutions. Dans notre cas, il nous permet d'atteindre des objectifs qui seraient sinon inatteignables, comme l'acquisition de nouvelles œuvres pour notre collection, et le partage de nos activités avec nos publics. Lorsque je parle avec des collègues de l'étranger, ils me disent souvent qu'ils souhaiteraient avoir un modèle similaire dans leur propre pays. C'est un système qui renforce réellement notre secteur culturel et nous permet d'envisager l'avenir avec sérénité. »

Emilie Gordenker, Directrice, Musée Van Gogh

²⁸ Charity Lotteries and the European Lottery Sector: impact analysis, Regulus Partners, décembre 2022

²⁹ Griffiths, M. Novamedia/Postcode Lotteries: A Game Risk Assessment, Nottingham Trent University, mars 2021



Un financement sans restriction est loin d'être la norme dans les pratiques de financement actuelles. De nombreux bailleurs de fonds visent à obtenir des changements sociétaux de grande envergure (comme l'éradication de la pauvreté, l'arrêt du changement climatique, ou la création de l'égalité des genres) ou même des changements de système. Toutefois, leur philosophie de financement repose souvent sur de nombreuses subventions de petits projets de court terme, ce qui ne correspond pas à leurs ambitions.

« Les loteries caritatives, en revanche, ont une philosophie de financement basée sur un soutien sans restriction, pérenne et la confiance dans leurs partenaires qui leur permet de réaliser des progrès réels sur des enjeux importants. De plus, cette approche leur donne la flexibilité de hiérarchiser leurs priorités en fonction des changements de contexte. »

Pamala Wiepking, Docteur es sciences, professeur sur l'importance sociétale des loteries caritatives, Vrije Universiteit Amsterdam.

Le rapport intitulé *Beyond the Jackpot: analysing the safety of charity loteries*³⁰ (Au-delà du jackpot : analyse de la sûreté des loteries caritatives), commandé par l'ACLEU, apporte des preuves illustrant que les loteries caritatives sont un produit de jeu d'argent à faible risque. Il cite des statistiques officielles qui montrent systématiquement que jouer à une loterie caritative est une activité à faible risque, et qui apporte des bénéfices à la fois aux consommateurs et à la société. Le rapport souligne que :

- > Les taux de dépendance au jeu sont systématiquement faibles parmi les joueurs de loterie caritative et semblables aux taux de joueurs de lotos nationaux.
- > Les taux de problèmes financiers et de santé chroniques sont extrêmement faibles pour les joueurs de loterie caritative et semblables aux produits de lotos nationaux.
- > La prévalence très limitée de dépendance au jeu parmi les joueurs de loterie caritative est sans doute due à l'usage multiproduit, et aucun problème de dépendance n'a été détecté parmi les personnes qui jouent uniquement à la loterie caritative.

Il cite les enquêtes de jeu d'argent britanniques montrant que les produits de loterie caritative sont parmi les plus sûrs pour les joueurs et qu'ils sont liés à une amélioration du bien-être plutôt qu'à des effets nocifs d'addiction ; des données comparables d'autres juridictions européennes démontrent que ces résultats sont largement applicables sur tous les marchés.

L'ACLEU demande à tous les gouvernements européens de reconnaître le risque extrêmement faible que posent les loteries caritatives et de les différencier des réglementations sur les jeux d'argent afin de refléter cette faiblesse de risque. Ce faisant, les loteries caritatives pourraient centrer leur attention sur leur principale mission : collecter des fonds essentiels pour la société civile au lieu d'être alourdies par des pressions réglementaires superflues.

³⁰ *Beyond the Jackpot: analysing the safety of charity loteries*, Regulus Partners, novembre 2024

iii. Vers un environnement réglementaire optimal

Dans un contexte de financement difficile pour les OSC européennes, à un moment où le besoin de prestations qu'elles proposent est de plus en plus pressant, il est essentiel d'avoir d'autres sources de soutien financier pérenne, comme peuvent le fournir les loteries caritatives, et que ce financement soit encouragé, développé et protégé par les politiques nationales et de l'UE.

Comme Civil Society Europe³¹ l'a fait remarquer : « Pour régler les problèmes actuels du contexte de financement européen pour les OSC, il est nécessaire d'avoir des réformes pour simplifier les procédures de financement, [...] promouvoir une coordination plus étroite des donateurs et le développement d'écosystèmes de financement privé et philanthropique plus solide. [...] Une société civile bien financée est essentielle à la participation démocratique, à la protection des droits humains, et à l'inclusion et au soutien des groupes sous-représentés. »

Au chapitre précédent, nous avons démontré pourquoi il devrait être largement accepté que les loteries caritatives posent un risque extrêmement faible de dépendance au jeu.

Même si les loteries caritatives restent un produit de jeu d'argent et sont couvertes par la législation relative à ce type de jeu dans chaque pays européen, elles sont trop souvent soumises aux mêmes cadres réglementaires que des produits commerciaux comme les casinos ou les paris sportifs, malgré leur objectif, profil de risque et impact fondamentalement différents, et bien qu'elles existent dans le but de collecter des fonds pour des organisations caritatives au lieu d'entreprises à but lucratif.

Aux Pays-Bas, par exemple, les loteries caritatives collectent environ 600 millions d'euros chaque année, et financent des musées, des clubs sportifs, des projets de santé et des organisations environnementales. Et pourtant, leur contribution n'est toujours pas pleinement reconnue dans les politiques relatives au jeu d'argent, ce qui les fragilise en cas de changements politiques.

Comme on peut le constater en lisant les profils de pays au chapitre suivant, différents États ont des approches réglementaires radicalement différentes vis-à-vis des loteries caritatives : certains leur accordent une liberté relative tandis que d'autres placent des restrictions draconiennes sur leur fonctionnement ou maintiennent un monopole sur le loto national.

Permettre l'épanouissement des loteries caritatives

Dans les pays où on les laisse fonctionner avec suffisamment de liberté, les loteries caritatives sont en mesure de collecter des centaines de millions chaque année, de financer des milliers d'initiatives et de renforcer le pluralisme dans la vie publique. Ensemble, leur échelle, transparence et participation publique font qu'elles sont particulièrement bien adaptées pour soutenir la société civile du 21^e siècle.

À quoi donc ressemble un cadre réglementaire optimal, permettant aux loteries caritatives de prospérer, d'étendre leur portée et d'apporter des financements vitaux à la société civile européenne ? L'ACLEU soutient que les cadres de politique nationaux devraient passer de la tolérance passive à un soutien actif pour qu'elles se développent. Cela signifie :

- > Une réduction des obstacles juridiques et réglementaires
- > La garantie de régimes d'autorisation stables
- > Le droit d'avoir des mécanismes de financement pluriannuels
- > La reconnaissance des loteries caritatives en tant que partenaires à part entière de la société civile, et non seulement comme collecteurs de fonds.

Les principes clés de création d'un cadre réglementaire optimal qui permettrait le développement des loteries caritatives et l'exploitation maximale de leur soutien financier potentiel pour la société civile sont soulignés dans nos **trois choses à faire et trois choses à ne pas faire** à l'adresse des dirigeants (voir panneau à la page suivante).

Sur le plan de l'UE, ces principes s'alignent avec la réflexion actuelle sur un marché unique de la philanthropie et sur la directive imminente sur les associations transfrontalières, qui toutes deux visent à retirer les obstacles à la collecte de fonds motivée par une mission.

³¹ Contribution to the Consultation on the EU Civil Society Strategy, Civil Society Europe, septembre 2025

Ces principes clés offrent une feuille de route simple pour l'UE et les gouvernements : développer des cadres réglementaires proportionnés qui différencient les produits de jeu d'argent à risque élevé et faible, les opérateurs motivés par une mission, maintiennent des normes d'intégrité complètes tout en retirant les obstacles non nécessaires, de façon à ce que les loteries caritatives puissent prospérer. En outre, nous proposons dans le prochain chapitre, des recommandations de politiques spécifiques pour chaque pays.

Pour résumer, les loteries caritatives représentent l'un des moyens les plus sûrs et les plus efficaces de collecter des fonds pour l'intérêt public. Elles devraient être traitées non pas comme un problème à gérer, mais comme une opportunité à saisir. Cela renforcera la société civile, diversifiera les financements et garantira que les populations de toute l'Europe bénéficient de sources de soutien plus résilientes, plus indépendantes et plus durables.



Les loteries caritatives représentent l'un des moyens les plus sûrs et les plus efficaces de collecter des fonds pour l'intérêt public. Elles devraient être traitées non pas comme un problème à gérer, mais comme une opportunité à saisir. »

LES CHOSES À FAIRE :

- ✓ **1. Créer un cadre juridique dédié aux loteries caritatives, mais qui ne soit pas trop compliqué.**
Les loteries caritatives ont besoin d'un cadre juridique qui reconnaît leur nature unique, motivée par une mission. Les réglementations devraient être accessibles, proportionnées et abordables, favorables au pluralisme et à la diversité dans le secteur.
- ✓ **2. Leur permettre de prospérer parallèlement aux lotos nationaux.**
Comme nous l'avons abordé à la page 12, il a été démontré que les loteries caritatives complètent plutôt qu'elles ne portent atteinte aux lotos nationaux. Elles attirent de nouveaux participants ayant une conscience sociale, ce qui élargit la base de loterie globale. La reconnaissance de leur potentiel de coexistence est essentielle pour assurer que les deux systèmes puissent se développer.
- ✓ **3. Comprendre que ce qui importe aux OSC, ce sont les fonds totaux collectés, non pas le pourcentage.**
Les OSC mesurent leur réussite dans les sommes absolues produites par leur travail, non par le ratio coût/rendement. Une loterie qui contribue 100 millions d'euros pour de bonnes causes à un taux de 30 % a beaucoup plus d'impact que si elle contribue 10 millions d'euros à 40 %. Les politiques doivent être conçues pour maximiser les ressources totales pour la société civile plutôt qu'imposer des cibles de pourcentage rigides qui risquent de réduire les financements globaux.

LES CHOSES À NE PAS FAIRE :

- ✗ **1. Ne pas traiter les loteries caritatives comme les paris et les casinos.**
Les loteries caritatives sont fondamentalement différentes des produits de jeu d'argent à haut risque. Leur fréquence est faible, les enjeux sont faibles et elles ne provoquent pas de dépendance. Par ailleurs, les loteries caritatives sont vouées à des opérations sans but lucratif dont l'objectif principal est de lever des fonds pour de bonnes causes. Elles attirent des personnes motivées par le soutien d'une cause plutôt que par la simple perspective de gains financiers personnels. L'application de restrictions génériques, comme les interdictions de publicité indifférenciées ou les procédures d'autorisation disproportionnées, ne reconnaissent pas ces distinctions et entravent la collecte de fonds socialement bénéfique sans apporter de protection réelle du consommateur.
- ✗ **2. Ne pas mettre de limites sur la croissance des revenus**
Les plafonds artificiels imposés au chiffre d'affaires des loteries, comme ils existent au Royaume-Uni et en Norvège, suppriment leur potentiel à collecter des fonds pour la société civile. Ces restrictions ne sont pas basées sur des preuves de préjudice et ne servent qu'à réduire les fonds disponibles pour la santé, la culture, l'éducation et l'environnement. Lorsque les gouvernements imposent un plafond sur les chiffres d'affaires, ils imposent directement un plafond sur les fonds potentiels destinés à la société civile.
- ✗ **3. Ne pas les imposer de la même manière que des opérateurs à la recherche de profit.**
Dans plusieurs pays, notamment les Pays-Bas, les loteries caritatives sont imposées de la même manière que les opérateurs à but lucratif. En 2025, les impôts des jeux d'argent néerlandais ont par exemple été augmentés de 25 %, ce qui touche les loteries caritatives de plein fouet même si celles-ci distribuent déjà un minimum de 40 % de leur chiffre d'affaires directement à de bonnes causes. Ce double fardeau est paradoxal : il pénalise les opérateurs à but non lucratif porteurs d'une mission et taxe de fait les communautés qui dépendent de ce soutien.

SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE SOUS TENSION



iv. Profils de pays

Les profils de pays de ce chapitre illustrent le bien fondé des loteries caritatives dans douze pays

Chaque profil propose un instantané de la taille de la société civile dans ce pays, un aperçu de la situation de financement et les problèmes des OSC, une brève description du marché actuel de la loterie caritative, le potentiel de financement des loteries caritatives si les réglementations étaient moins restrictives, et enfin, nos recommandations de politiques pour libérer le plein potentiel des loteries caritatives.

AVERTISSEMENT

En raison du manque de cohérence dans la disponibilité des données, aucune conclusion comparative ne peut être tirée entre les pays. Les profils suivants ont été compilés selon les meilleures connaissances disponibles et sont basés sur une sélection de recherches, rapports, articles de presse et d'autres sources, mais ne doivent pas être considérés comme étant exhaustifs. Toutes les conversions de devises locales en euros sont approximatives et valables en septembre 2025.

SOURCES DES DONNÉES POUR LES DONS INDIVIDUELS ET LA PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

Chaque profil de pays inclut systématiquement un encadré avec des statistiques. La source des données concernant les dons individuels provient de the Charities Aid Foundation (CAF) *World Giving Report 2025*, et pour la philanthropie institutionnelle, il s'agit du rapport Philea *The Fabric of Giving 2025: Public-Benefit Foundation Data in Europe*.

SOURCE POUR LES ESTIMATIONS DU POTENTIEL DES LOTERIES CARITATIVES

Les chiffres donnés dans ce chapitre sur les profils de pays proviennent d'une étude de Regulus Partners, publiée dans le rapport 2023 commandé par l'ACLEU *The €10 Billion Opportunity: the potential benefit for civil society across Europe from charity lottery fundraising (Une opportunité à dix milliards d'euros : le bénéfice potentiel que les loteries caritatives européennes pourraient collecter au profit de la société civile)*.



Belgique

PAGE 18



Danemark

PAGE 20



Finlande

PAGE 22



France

PAGE 24



Allemagne

PAGE 26



Irlande

PAGE 28



Italie

PAGE 30



Pays-Bas

PAGE 32



Norvège

PAGE 34



Pologne

PAGE 36



Suède

PAGE 38



Royaume-Uni

PAGE 40



> Aperçu général, situation financière et problématiques

Selon la Fondation Roi Baudouin³², la Belgique possède environ 140 000 associations à but non lucratif. Ces OSC impliquées dans la cohésion sociale, la solidarité, la culture, les soins et l'engagement civique ne sont pas seulement essentielles, mais économiquement leur poids est considérable puisqu'elles emploient plus de 538 000 personnes. La Fondation note que de nombreuses OSC se trouvent dans une situation financière précaire : 40 % ont fait état d'une détérioration de leurs finances en 2022, tandis que 48 % s'attendaient à une dégradation supplémentaire principalement due à l'inflation et à l'augmentation du coût de l'énergie. Un grand nombre d'OSC ont été forcées de puiser dans leurs réserves limitées, et les petites associations francophones ont été particulièrement vulnérables. La Fondation fait remarquer que la dépendance excessive sur les subventions publiques (58 % des revenus en moyenne) a créé une dépendance structurelle.

Le gouvernement a annoncé une réduction de 25 % dans les financements destinés à la coopération internationale, ce qui va avoir des effets importants sur les OSC belges qui opèrent dans ce domaine et qui font d'ores et déjà les frais du retrait de l'USAID. Ceci s'ajoute aux réductions générales dans le secteur qui connaît aussi des réformes³³. Par ailleurs, l'inertie politique de la région Bruxelles, du fait de l'absence d'un gouvernement régional depuis juin 2024, entraîne de nombreuses associations actives sur le terrain à réduire l'ampleur de leurs opérations, si ce n'est à les stopper complètement³⁴.

Les autres sources principales de financement incluent les fondations d'utilité publique et les fondations privées, les dons individuels, la vente de biens et les legs individuels. Malgré tout, 40 % des associations connaissent une baisse des dons individuels. Cette détérioration a des chances d'augmenter en raison des plans du gouvernement de réduire le pourcentage de déduction fiscale sur les dons de 45 à 30 %³⁵.

Même si les OSC utilisent de plus en plus les canaux numériques pour la collecte de fonds, certaines avenues comme le financement participatif d'intérêt public pourraient être davantage exploitées.

Comme dans d'autres pays, les OSC belges sont confrontées à de gros problèmes d'accès aux services bancaires en raison des mesures de diminution des risques prises par les banques. Un grand nombre de banques refusent d'ouvrir de nouveaux comptes pour les associations ou arrêtent complètement des services pour leurs clients existants, souvent sans aucun motif. Ce phénomène est tellement important qu'une loi sur les services bancaires minimums a été adoptée en 2022, mais n'est malheureusement que très peu appliquée³⁶.

DONS INDIVIDUELS

33% de la population donne directement aux associations – en dessous de la moyenne européenne de 41

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

668 fondations en 2022, avec des dépenses totales de 1,5 milliard d'€.

> Le marché actuel des loteries caritatives

En raison du monopole détenu par le loto national, la Belgique n'a actuellement aucune loterie caritative. Bien que le droit belge reconnaisse que les loteries devraient servir l'intérêt public, ce principe est actuellement poursuivi par l'unique opérateur autorégulé, qui génère environ 345 millions d'euros chaque année en taxes et contributions pour de bonnes causes. Toutefois, les loteries ont l'immense potentiel de faire bien plus pour le soutien de la société civile de toute la Belgique.

> Le potentiel des loteries caritatives

Les loteries caritatives pourraient générer jusqu'à 300 millions d'euros de financement supplémentaire chaque année, au profit de la société civile belge. Elles pourraient compléter les activités existantes du loto national en Belgique en développant le marché global de la loterie.

> Mesures recommandées

- **Reconnaître le profil peu risqué des loteries caritatives.** Dans toute l'Europe, les données montrent que les loteries caritatives font partie des formes les plus sûres de jeu d'argent. La Belgique devrait explicitement différencier les loteries des produits à haut risque comme les paris sportifs et les casinos,

³² Zoom: 2022 Association Barometer, Fondation Roi Baudouin, 2022

³³ Together for a strong non-profit sector to face the challenges of today and tomorrow, MonASBL.be, 23 janvier 2025

³⁴ Brussels without a government: MonASBL.be gives a voice to associations in crisis, MonASBL.be, 9 septembre 2025

³⁵ Reduction of the tax reduction for donations: current situation, Fundraisers Belgium, 15 juillet 2025

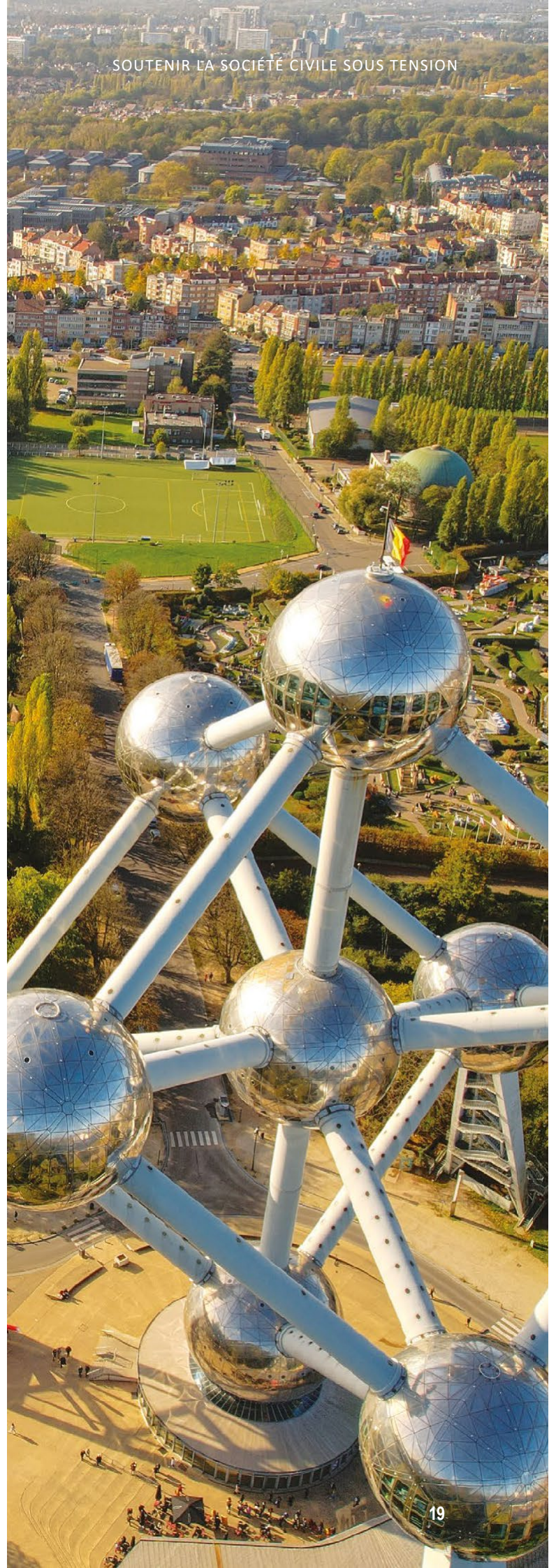
³⁶ Non-profit organizations kicked out of banks? MonASBL.be, 15 mai 2023

pour garantir que des mesures de protection du consommateur sont proportionnées et ne restreignent pas sans le vouloir les collectes de fonds à des fins sociales.

- **Reconnaître le patrimoine culturel et la tradition.** La Belgique possède l'une des plus anciennes traditions de loterie en Europe, avec des origines remontant au 15^e siècle. La reconnaissance de ce patrimoine et le positionnement des loteries actuelles comme une continuation moderne de cette tradition renforceraient la confiance du public, souligneraient leur valeur culturelle et le rôle qu'elles jouent depuis longtemps dans la collecte de fonds pour le bien commun.
- **Introduire un régime d'autorisation spécial aux loteries caritatives.** La Belgique se repose actuellement uniquement sur le loto national, ce qui laisse la société civile beaucoup trop dépendante des subventions du gouvernement. L'introduction d'un cadre d'autorisation proportionné pour les loteries caritatives indépendantes permettrait de diversifier l'écosystème de financement, de réduire la dépendance structurelle sur les budgets publics, et de débloquer de nouvelles ressources considérables pour les OSC tout en maintenant l'intégrité du marché de la loterie.

« La Fondation DOEN a un partenariat de longue date avec la loterie néerlandaise par code postal et FriendsLottery, qui nous permet de soutenir des centaines de pionniers avec des financements pluriannuels basés sur la confiance. Au fil des ans, nous avons travaillé avec de nombreux partenaires de la société civile belge, où nous entendons sans cesse le besoin de financements sûrs, flexibles et pérennes qui permettent aux organisations de prévoir l'avenir et de rester indépendantes. Une loterie caritative bien conçue répondrait à ce besoin en Belgique, tout comme elle le fait déjà dans d'autres pays d'Europe. »

Idriss Nor, Directeur exécutif, Impact Investments,
Fondation DOEN





DANEMARK

> Aperçu général, situation financière et problématiques

Selon le centre national de la recherche sociale danois, le Danemark comptait plus de 100 000 associations actives en 2020³⁷. Leur dépendance financière sur les fonds publics est d'environ 50 %, et ce pourcentage est plus élevé pour les associations locales³⁸. Des discussions sur un nouveau cadre de financement public sont en cours, qui visent à créer un système mieux adapté aux besoins de la société civile danoise. Les commentateurs remarquent que le financement public est distribué de manière inégale et manque de transparence, avec des octrois faisant souvent l'objet d'influence politique, ce qui limite l'indépendance des OSC et leur capacité à critiquer le gouvernement³⁹.

Le résultat est une perception très répandue que le financement public n'est pas fiable. Il est aussi essentiellement accordé par projet, ce qui offre une durabilité limitée.

La récente loi de finances proposée par le gouvernement en place comprenait des coupes dans le financement public, ce qui souligne la précarité du secteur. Les OSC qui travaillent avec les droits humains, les minorités et les groupes marginalisés ont été particulièrement touchées. On a observé une autocensure et une dépolitisation par peur des réductions de subventions.

Le conseil danois des organisations bénévoles et l'association danoise pour la société civile recommandent un modèle de financement qui soit « transparent, efficace et basé sur des critères objectifs. » Celui-ci devrait être adapté à la taille, aux groupes cibles et aux domaines de priorité des OSC afin de garantir un impact plus grand et une durabilité plus pérenne⁴⁰.

En raison des difficultés actuelles de financement public, de nombreuses OSC se tournent de plus en plus vers des sources privées. Les dons individuels sont solides et continuent de croître : le sondage sur les donateurs nordiques de 2025⁴¹ montre que le Danemark est le plus généreux des pays nordiques, avec une augmentation de 9 % dans le nombre de Danois qui soutiennent les OSC par le biais de dons récurrents.

37 [Associations the Danish way, Denmark.dk](https://www.danmark.dk)

38 [Tal om foreninger og frivillighed, Frivilligrapporten 2016-28](#), Center for Frivilligt Socialt Arbejde

39 [Debate: Volunteer Council and industry association: New financing model to strengthen civil society](#), Frivilligrådet, 22 août 2024

40 [Debate: Volunteer Council and industry association: New financing model to strengthen civil society](#), Frivilligrådet, 22 août 2024

41 [Denmark is still Nordic region's most generous country, survey shows](#), Association européenne de financement, 2 avril 2025

Les fondations fournissent une autre source importante de financement, bien que seules les très grandes OSC aient tendance à y recourir en raison d'exigences draconiennes⁴².

DONS INDIVIDUELS SOLIDES

50% de la population donne directement aux OSC – au-dessus de la moyenne européenne de 41 %

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

9 155 Fondations philanthropiques en 2022, avec des dépenses totales de 4,3 milliards d'€.

> Le marché actuel des loteries caritatives

Le Danemark a un monopole sur l'offre de loteries, si ce n'est sur les salles de bingo et les loteries avec un objectif caritatif. En 2024, 1580 loteries de ce type ont eu lieu et 979 ont notifié l'autorité danoise des jeux d'argent. Il s'agit de loteries avec un chiffre d'affaires de 20 000 DKK (environ 2680 €) ou moins, et qui par conséquent n'avaient pas besoin d'une autorisation de l'autorité danoise de jeux d'argent. Les 601 loteries restantes étaient autorisées par l'autorité danoise de jeux d'argent.

En dehors de ces petites loteries caritatives, le monopole consiste en une loterie nationale, Danske Lotteri Spil et trois types de « loteries par classes » où les gains vont à diverses bonnes causes. Les loteries caritatives et les loteries qui font partie du monopole représentent ensemble 34 % de tout le marché des jeux d'argent danois en 2024⁴³.

Danske Lotteri Spil génère actuellement autour de 250 millions d'euros de bénéfices chaque année pour l'État.

> Le potentiel des loteries caritatives

Si le gouvernement danois retirait partiellement les restrictions du secteur de la loterie caritative, il pourrait générer environ 104 millions d'euros de revenus nets de prix, ce qui apporterait 61 millions d'euros de plus au financement de la société civile danoise.

Si l'on votait des lois permettant aux loteries caritatives d'opérer de manière moins restrictive, on estime que le secteur de la loterie caritative pourrait générer 293 millions d'euros en revenus nets de prix, ce qui pourrait produire environ 187 millions d'euros de financement supplémentaire à la société civile danoise.

> Mesures recommandées

- **Le gouvernement danois devrait aller beaucoup plus loin pour stimuler le marché de la loterie en autorisant d'autres types de loteries caritatives à faible risque.** Ce faisant, il protégerait son monopole de loterie tout en développant des financements essentiels pour de bonnes causes au Danemark.
- **Des règles plus simples appliquées aux loteries locales réduiraient la bureaucratie,** encourageraient la participation, et augmenteraient le soutien global pour de bonnes causes, tout en maintenant une surveillance étroite.
- **On devrait autoriser le fonctionnement de quelques loteries caritatives nationales.** L'objectif serait de tester la façon dont les loteries caritatives peuvent lever des fonds pour des causes sociales de manière responsable, sans porter atteinte au monopole d'État, et de contribuer à réduire la dépendance des OSC sur les fonds publics.

« En matière de nouvelles réglementations, il est important à mon avis, d'inclure toutes les activités de jeux très différentes dans les plans et le cadre futur, et de ne jamais sous-estimer le rôle clé que les loteries caritatives peuvent légitimement jouer dans de nombreuses sociétés. »

Birgitte Sand, ancienne directrice générale, Autorité des jeux d'argent danois, désormais conseillère en jeux

⁴² Det frivillige sociale engagement i Danmark, Frivilligrapport 2019-2021, Center for Frivilligt Socialt Arbejde

⁴³ The Gambling Market in Numbers 2024, Danish Gambling Authority, avril 2024



FINLANDE

> Aperçu général, situation financière et problématiques

D'après les données officielles 2025⁴⁴, la Finlande compte plus de 100 000 associations à but non lucratif. Les subventions publiques jouent depuis longtemps un rôle central dans le financement des OSC, complété par des fondations privées et des sources internationales. La plupart des organisations considèrent désormais qu'il est essentiel de diversifier les financements étant donné les réductions de plus en plus fréquentes dans les financements publics.

En avril 2024, le gouvernement finlandais a annoncé des mesures d'austérité, notamment une réduction de pratiquement un tiers du financement aux associations sociales et de santé d'ici 2027, et un arrêt complet du financement aux organisations en faveur de la paix, d'après le Forum civique européen⁴⁵. Le budget du centre de financement pour l'aide sociale et les organisations de santé (STEA) a été réduit de dix millions d'euros pour 2025, et en avril 2025, une réduction annuelle de 50 millions d'euros du financement de la coopération au développement a été annoncée dans le cadre du plan fiscal général du gouvernement pour 2026-2029⁴⁶, sans redistribution des économies aux OSC nationales.

Selon Vastuullinen lahjoittaminen (VaLa, Association finlandaise de collecte de fonds) la collecte de fonds se développe, mais reste à la traîne comparée à d'autres pays européens. On estime que l'objectif combiné annuel de collecte de fonds des OSC finlandaises s'élève à plus de 1,06 milliard d'euros en 2024. Les méthodes clés incluent des dons spontanés et mensuels, des cotisations de membres et des ventes d'événements ou de produits⁴⁷.

Un nouveau système de déduction fiscale pour les dons qui entrera en vigueur en 2026 a des chances de stimuler les collectes de fonds. Il va élargir la possibilité de déduction des dons aux organisations pour la jeunesse, la culture, le sport et certaines organisations pour l'enfance. Auparavant, les déductions s'appliquaient principalement aux universités publiques, aux entreprises, aux OSC qui soutenaient la science, les arts ou le patrimoine culturel.

Toutefois, un grand nombre de causes populaires n'y ont toujours pas droit, notamment celles qui soutiennent les plus désavantagés, l'aide humanitaire, la protection de l'environnement et de la nature, le bien-être animal et la prévention des maladies. VaLa estime qu'un à deux tiers des associations et des fondations n'auront pas droit aux déductions fiscales sur les dons⁴⁸.

Toutes les activités de collecte de fonds en Finlande exigent soit un permis du Conseil national de police soit, pour les petits collecteurs à hauteur de 10 000 euros, un avis préalable de la police.



L'augmentation du coût de la vie et l'incertitude économique globale sont de plus en plus mentionnées dans les sondages comme les raisons pour lesquelles les gens choisissent de ne pas faire de dons. Pourtant, chose intéressante, ceci ne s'est pas encore traduit par une chute mesurable de la proportion de Finlandais qui font des dons : celle-ci reste stable, bien que les OSC signalent une plus grande difficulté à développer les dons individuels. »

Tessa Robertsson, coordinatrice de la communication et du plaidoyer, VaLa.

DONS INDIVIDUELS SOLIDES

49%

de la population donne directement aux œuvres – au-dessus de la moyenne européenne de 41 %.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

2 657

fondations philanthropiques en 2023, avec des dépenses totales de 580 millions d'€ en 2021.

⁴⁴ Finnish Register of Associations

⁴⁵ Civic Space Report 2025, Forum civique européen

⁴⁶ Orpo Government: Decisions in mid-term policy review session will strengthen Finland's competitiveness and security, gouvernement finlandais, 24 avril 2025

⁴⁷ Fundraising helps fund the important work of organisations, VaLa.fi

⁴⁸ Proposal on tax-deductible donations is step forward for Finnish civil society, Association européenne de financement, 25 juin 2025

> Le marché actuel des loteries caritatives

La Finlande ne possède actuellement pas de loterie caritative avec prix en argent du fait du monopole de Veikkaus sur toutes les activités de jeux d'argent dans le pays. Ses produits de loterie génèrent environ 375 millions d'euros par an au budget de l'État finlandais puisque la loterie appartient à l'État.

Le gouvernement finlandais prévoit de mettre partiellement fin à ce monopole en 2026, toutefois, les changements ne concernent que les opérateurs de casinos en ligne et de paris et n'ouvriront pas le marché aux loteries caritatives avec prix en argent.

> Le potentiel des loteries caritatives

Comme le montre une étude commandée par l'ACLEU, les loteries caritatives pourraient générer jusqu'à 150 millions d'euros de financement supplémentaire chaque année, à l'adresse de la société civile finlandaise. Les loteries caritatives pourraient compléter les activités existantes de Veikkaus en développant le marché global de la loterie en Finlande. En tant que produit à faible risque, les loteries caritatives auraient un effet positif sur la société finlandaise.

> Mesures recommandées

- **Nous encourageons le gouvernement finlandais à revoir urgemment ses plans de démonopolisation partielle du secteur des jeux d'argent en 2026.** Nous lui demandons instamment d'envisager de créer un environnement politique qui permettrait aux loteries caritatives à faible risque de lever des fonds vitaux pour la société civile finlandaise.
- **L'exclusion des loteries caritatives de cette démonopolisation partielle est une énorme occasion manquée.** Comme cela apparaît clairement dans toute l'Europe, les loteries caritatives peuvent fournir un flux de financement stable et pérenne pour les OSC. Continuer de bloquer les loteries caritatives prive la société civile finlandaise de financement vital.
- **Les changements proposés portent également atteinte au principe de réduction des dommages.** L'ouverture du marché principalement pour les jeux en ligne à haut risque alors qu'on maintient les loteries à faible risque sous monopole ne sert qu'à donner plus de visibilité aux produits à haut risque et à les rendre plus accessibles, ce qui peut aggraver la santé et les résultats pour les consommateurs.





> Aperçu général, situation financière et problématiques

La France présente l'un des plus grands contextes de société civile en Europe et l'un des plus actifs, avec 1,3 million d'associations (comme on les appelle les OSC) actives en 2023⁴⁹, dont 15 % emploient du personnel. Ensemble, elles gèrent des budgets de plus de 125,3 milliards d'euros.

Les sources de financement sont essentiellement privées : revenus de prestation de service, dons et cotisations de membres, suivies par les contributions et subventions publiques. Les associations de plaidoyer semblent faire partie des OSC les moins bien nanties.

Le Mouvement Associatif, l'organisme national représentant les associations françaises, a récemment tiré la sonnette d'alarme sur la pénurie généralisée de financement⁵⁰. Son sondage de mars 2025 révélait que plus de la moitié des OSC signalaient des problèmes de trésorerie. Parmi les subventions accordées, 25 % ont légèrement diminué et 20 % ont fortement diminué, quels que soient les donateurs, y compris l'État, les autorités locales et les collecteurs privés.

Selon le Forum civique européen, le contrat d'engagement républicain (CER) (ou loi de séparation de l'État) a été employé de manière disproportionnée par les autorités publiques pour exiger la dissolution ou stopper le financement aux associations aux motifs qu'elles participent à des activités militantes, contestataires ou simplement parce qu'elles présentent des points de vue critiques⁵¹.

Le rapport sur l'État de droit de Civil Liberties de 2024 cite des exemples spécifiques inquiétants de subventions supprimées pour les campagnes d'associations sur l'environnement, les droits humains et la discrimination, ou celles qui critiquent les services publics.

Les associations françaises se tournent de plus en plus vers la philanthropie face au déclin du soutien financier du gouvernement pour les secteurs culturels et sociaux. En 2023, plus de 5 600 fondations et fonds de dotation étaient actifs : cela représente une augmentation de 85 % sur dix ans, et des dépenses qui ont considérablement augmenté pour atteindre 16 milliards d'euros en 2022⁵².

Les entreprises étaient à l'origine de 42 % des dons totaux en 2022, aidées par une réduction d'impôt favorable de 60 % sur les dons allant jusqu'à deux millions d'euros⁵³.

« La France a connu une augmentation de 20 % en aide alimentaire au cours de l'année dernière. Les associations se trouvent dans la position difficile d'être confrontées à des besoins grandissants, en même temps que les fonds publics diminuent et qu'elles dépendent des dons pour combler cette lacune. Avec l'inflation et l'augmentation du coût de la vie, ce problème ne va faire qu'empirer. Il existe donc pour les associations un écart énorme entre ce dont elles ont besoin pour fournir leurs services et ce qu'elles reçoivent en dons et en argent public, ce qui force un grand nombre à puiser dans leurs réserves. »

Laurence Lepetit, Directrice exécutive, France générosités, dans le rapport 2024 sondage des associations⁵⁴.



Key figures for community life 2025 - Number of associations, INJEP, 2023

50 The financial health of associations: an alarming observation, Le Mouvement Associatif, 9 avril 2025

51 Civic Space Report for France 2025, Forum civique européen, 2025

52 Philanthropy: the boom and new trends in foundations and endowment funds, Le Monde, 19 juin 2024

53 Vaccaro, A. French generosity: a resilient and plural model, Défis Humanitaires, 30 décembre 2024

54 Nonprofit Pulse 2024, Association européenne de la finance, 2024

DONS INDIVIDUELS**35%**

de la population donne directement aux OSC – en dessous de la moyenne européenne de 41 %.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE**5 647**

fondations philanthropiques en 2023, avec des dépenses totales de 16 milliards d'€

> Le marché actuel des loteries caritatives

Contrairement à de nombreux pays européens voisins, la France ne possède pas de secteur actif de loterie caritative. L'opérateur semi-privé La Française des Jeux (FDJ) détient le monopole légal de tous les produits de loterie jusqu'en 2044 conformément à la loi PACTE de 2019.

Certaines formes de « loteries caritatives » existent dans le cadre de la FDJ comme le Loto du Patrimoine et le nouveau Loto de la Biodiversité, qui lèvent des fonds non négligeables pour des causes spécifiques. Cependant, ces produits sont motivés par le gouvernement et leur portée est limitée.

Les associations locales ont techniquement le droit d'organiser des loteries de petite échelle, mais elles sont généralement restreintes dans la taille de l'enjeu, la portée géographique et l'approbation administrative ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas évoluer pour répondre aux besoins de la société civile.

> Le potentiel des loteries caritatives

Si la France créait un secteur réglementé de loteries caritatives, ses bénéfices seraient considérables. Selon un cadre réglementaire similaire au modèle néerlandais, le potentiel s'élèverait à 1,4 milliard d'euros par an. Même avec un modèle restreint, on pourrait collecter annuellement 447 millions d'euros pour la société civile.

Ce financement ne coûterait pas un centime au contribuable et pourrait être versé à des causes essentielles comme le patrimoine culturel, les initiatives communautaires locales, la protection de l'environnement, le sport, la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté. Les données internationales montrent que les loteries caritatives développent le marché global de la loterie sans porter atteinte aux revenus du loto public, ce qui génère une part de gâteau plus grande pour les bonnes causes.



Je n'ai compris le pouvoir du financement par loterie caritative que lorsque notre branche allemande a reçu la nouvelle surprise d'un engagement de financement de cinq ans de la part du Postcode Lottery Group. L'idée que des voisins puissent jouer et gagner au loto, tout en soutenant de bonnes causes est tout simplement géniale ! C'est une réelle innovation sociale.

Et pour nous, l'accès à des financements sans restriction nous permet de réaliser notre travail de manière efficace et utile. Actuellement, notre travail en France est également financé via la loterie suédoise. Si seulement on pouvait avoir une loterie de ce type en France pour soutenir de nombreuses associations locales et sociales. »

Mathieu Lefèvre, PDG et cofondateur de Destin Commun

> Mesures recommandées

L'ACLEU est convaincue que le moment est venu pour la France d'intégrer les loteries caritatives dans ses réglementations. Nous recommandons qu'elle :

- **Développe un cadre juridique distinct** pour les loteries caritatives, afin de laisser les opérateurs du secteur associatif collecter des fonds pour un large éventail de causes sociales et culturelles.
- **Expérimente une licence nationale de loterie caritative** destinée aux opérateurs indépendants, ce qui déblocquera de nouvelles ressources pour la société civile.
- **Reconnaisse les loteries caritatives comme des produits de jeux d'argent à faible risque**, en les différenciant des formes à haut risque comme les paris sportifs ou les casinos, conformément aux données européennes sur la dépendance au jeu.
- **Garantisse un alignement sur les meilleures pratiques de l'UE**, en prenant exemple sur les pays comme les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni où les loteries caritatives collectent des centaines de millions chaque année en plus des loteries nationales.
- **Implique les parties prenantes de la société civile** dans la rédaction du cadre, pour s'assurer que les gains vont au soutien pérenne, flexible des associations dans toute la France.



ALLEMAGNE

> Aperçu général, situation financière et problématiques

Selon le Bundesverband der Vereine und des Ehrenamtes e.V.⁵⁵, l'Allemagne posséderait environ 620 000 OSC et 50 millions de membres.

Le soutien public de l'aide au développement a baissé. Le budget prévisionnel de l'Allemagne pour 2025 propose une réduction d'environ un milliard d'euros en assistance officielle au développement, passant de 11,5 milliards d'euros en 2024 à environ 10,3 milliards. On observe un changement dans les priorités de financement, et des coupes dans des secteurs comme la culture (par exemple, la ville de Berlin a vu une baisse de 12 % dans le budget des arts et de la culture pour 2025).

Comme dans de nombreux pays européens, les commentateurs remarquent un rétrécissement progressif de l'espace civique⁵⁶. En l'absence de dispositions juridiques claires concernant le travail de plaidoyer des OSC, celles-ci risquent de perdre leur statut d'œuvre caritative ainsi que leurs exemptions fiscales. Malgré des appels multiples ces dernières années, le rapport de l'État de droit de la Commission européenne⁵⁷ note « *qu'aucun progrès n'a été réalisé dans l'adaptation du statut d'exonération d'impôts des associations pour régler les problèmes que la réglementation actuellement applicable présente à leur fonctionnement pratique.* »

Ces problèmes incluent « *l'incertitude de savoir quel type d'activité politique non liée à l'objectif associatif de leur organisation est permmissible, la liste limitée de raisons pour avoir le statut d'association et les limitations sur l'utilisation de "moyens politiques" pour réaliser l'objectif déclaré de l'organisation. Cette situation continue d'avoir un effet sur la marge de manœuvre des OSC, et peut créer un effet de refroidissement, étant donné que les OSC peuvent être ciblées [et dénoncées] au fisc pour non-conformité supposée avec leur statut d'association à but non lucratif.* »

Au-delà des incertitudes concernant leur statut fiscal et juridique, les OSC se retrouvent face à des problèmes urgents d'obtention de fonds pérennes, et les organisations récemment créées ou celles qui s'occupent des migrants ont particulièrement du mal à accéder à des fonds institutionnels ou philanthropiques. La dépendance aux subventions par

projet de court terme restreint la planification stratégique et la durabilité de nombreuses OSC.

Par ailleurs, les tracasseries administratives pour les demandes de subventions et de rapports pèsent sur les petites associations en particulier, tout comme le processus d'inscription très compliqué à divers registres publics⁵⁸

DONS INDIVIDUELS

31% de la population donne directement aux OSC – bien en dessous de la moyenne européenne de 41 %.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

25,777 Fondations philanthropiques en 2023, avec des dépenses totales de 5,4 milliards d'€.

> Le marché actuel des loteries caritatives

Le pays connaît actuellement une restriction de son secteur de loterie caritative où seules neuf loteries sont licenciées chaque année. Tous les jeux de hasard sont régis par le traité interétatique sur les jeux d'argent. Les États fédéraux ont le droit d'autoriser les loteries caritatives sous licence, lesquelles fonctionnent parallèlement aux monopoles de loterie nationale et aux loteries par classes. Toutefois, les restrictions de fonctionnement des loteries caritatives publiques font qu'elles restent relativement petites.

Le secteur a néanmoins collecté environ 226 millions d'euros de financement pour les OSC en 2024. Trois loteries caritatives majeures, Aktion Mensch, Deutsche Postcode Lotterie et Deutsche Fernsehlotterie, sont à l'origine de 96 % de ce montant.

Selon les données officielles⁵⁹, les loteries nationales allemandes ont généré environ 3,42 milliards d'euros destinés à de bonnes causes en 2024, en prélèvements fiscaux, revenus affectés et impôts distribués aux États fédéraux. Ce total comprend la taxe sur la loterie de 20 %, qui s'élève à environ 684 millions d'euros. La taxe sur la loterie doit être payée par les loteries caritatives, mais elle ne contribue pas aux fonds dédiés au bien commun.

55 3ter Sektor.de, Bundesverband der Vereine und des Ehrenamtes e.V.

56 Shrinking spaces in Germany – a country undergoing change, Association européenne de financement, 14 mai 2025

57 2025 Rule of Law Report – Chapitre pays Allemagne, Commission européenne, juillet 2025

58 Shrinking spaces in Germany – a country undergoing change, Association européenne de financement, 14 mai 2025

59 Auf einen Blick: Der Deutsche Lotto- und Totoblock, Lottodeutschland.de

> Le potentiel des loteries caritatives

Régies par le bon cadre réglementaire, les loteries caritatives pourraient facilement collecter 2 milliards d'euros par an (si ce n'est plus) en financement de bonnes causes, et cette somme pourrait transformer la société civile allemande.

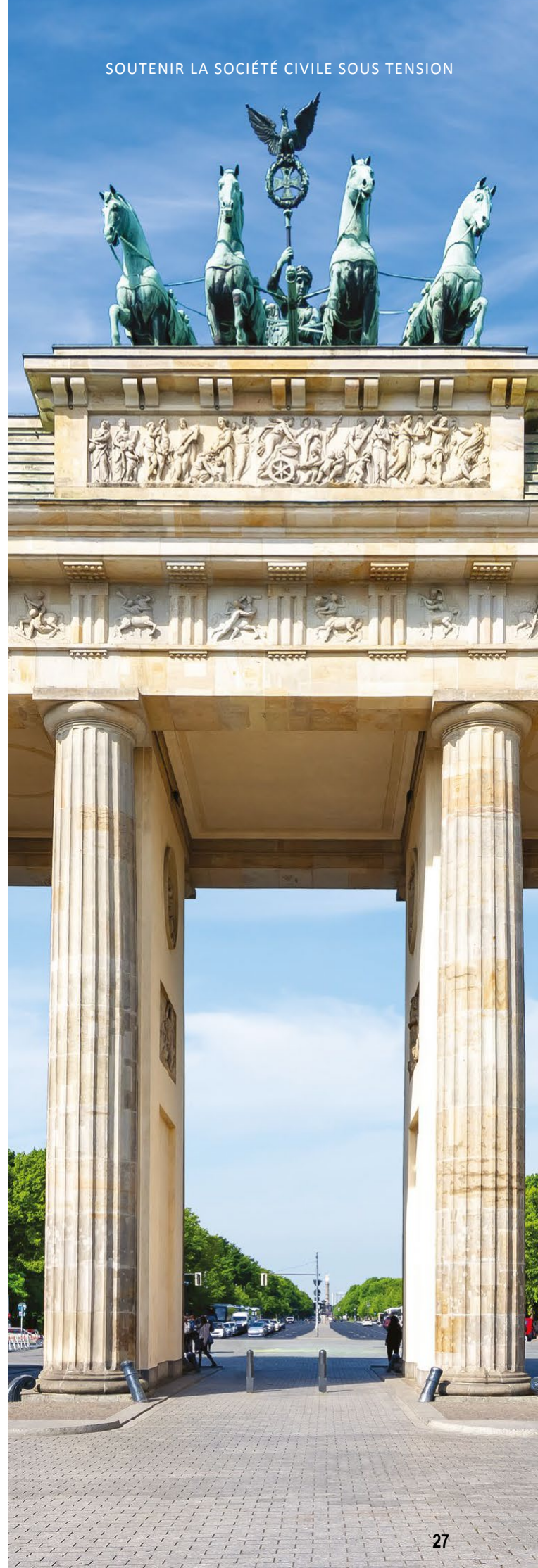
> Mesures recommandées

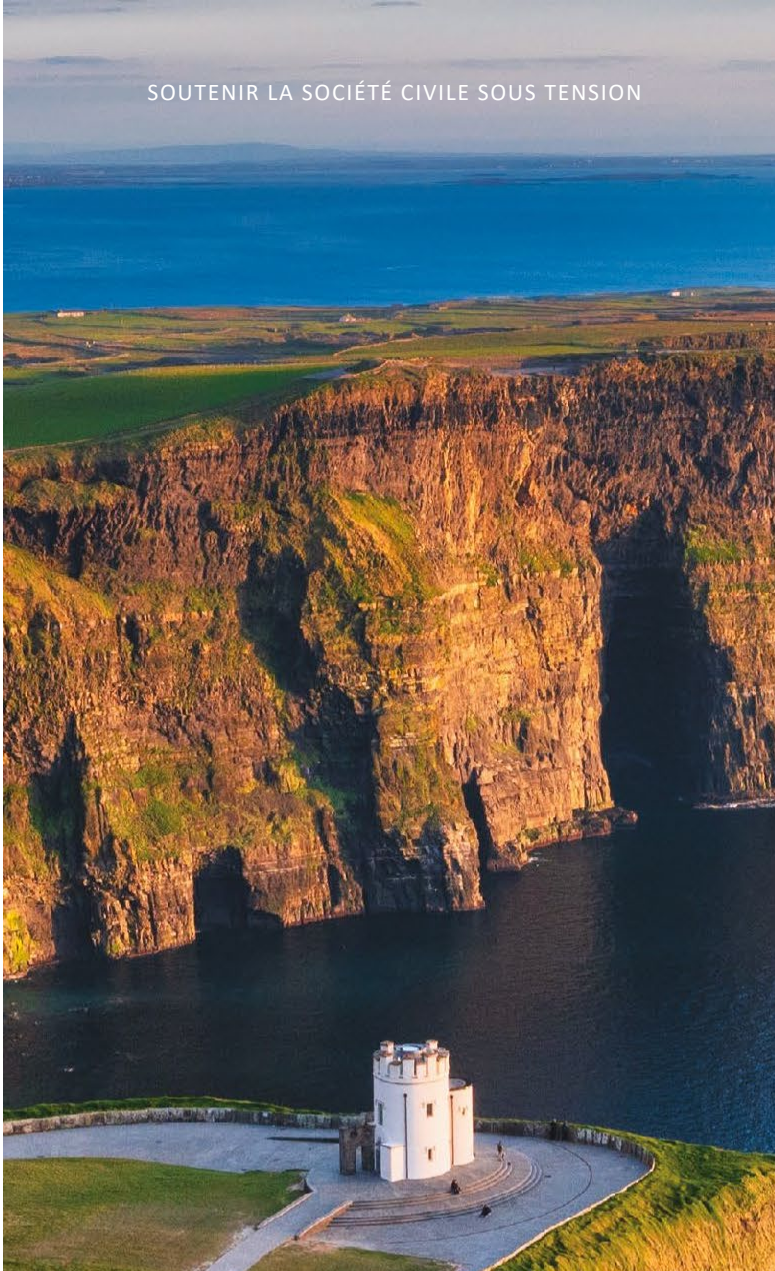
- **Intégration d'un objectif positif, axé sur le bien commun dans les objectifs du Traité interétatique sur les jeux d'argent.** Cela augmenterait l'attrait des loteries caritatives et garantirait leur reconnaissance en tant qu'acteurs pertinents pour le bien public. Cela recentrerait également leur mission principale : celle de fournir des ressources plus importantes pour le bien commun par l'intermédiaire du fonctionnement d'une loterie.
- **Différenciation des réglementations de publicité** pour les jeux de hasard, basée sur le profil de risque de chaque type de jeu.
- **Augmentation du montant maximum autorisé de prix** pour les loteries caritatives.



Le Traité interétatique sur les jeux d'argent cherche déjà à diriger les joueurs vers des formes moins nocives de jeux d'argent. Toutefois, cette réorientation devrait être plus fortement mise en avant afin d'une part, de lutter plus efficacement contre le marché noir, et d'autre part de minimiser les risques d'addiction. Une meilleure reconnaissance des loteries caritatives, prouvées avoir un potentiel plus faible de dépendance, qui incarnerait l'aspect social des jeux d'argent, serait utile dans ce contexte. »

Niklas Zöscher, Relations publiques,
Deutsche Postcode Lotterie





L'Irlande peut s'enorgueillir d'une tradition de collecte de fonds basée dans la communauté, mais les lois restrictives font qu'une trop grande part de ce potentiel reste verrouillée. En acceptant les loteries caritatives, nous pourrions fournir des financements sûrs, pérennes à des services essentiels, de la santé et des soins sociaux en passant par l'éducation et le soutien communautaire, sans que cela coûte un centime au contribuable. Il est temps de donner à la société civile, les outils qui lui permettront d'être indépendante. »

John Fleming, Président directeur général,
St John of God Foundation

IRLANDE

> Aperçu général, situation financière et problématiques

Les données tirées de l'autorité de réglementation des associations caritatives irlandaises montrent que le pays possédait 11 426 OSC en 2020. Une large proportion d'entre elles étaient de petite taille : 42 % n'avaient pas d'employés et 45 % avaient un revenu annuel inférieur à 100 000 euros⁶⁰. Le secteur soutient 321 000 emplois et gère 25 milliards d'euros en revenus annuels. Pratiquement la moitié de cette somme est générée via les collectes de fonds, ce qui subventionne de manière appréciable le coût des services publics essentiels⁶¹. Le financement issu des fondations philanthropiques est négligeable (voir encadré).

La dernière enquête sur les OSC de l'autorité de réglementation de 2025⁶² montre une amélioration auto-perçue de leur situation économique comparée aux années précédentes, toutefois, ceci s'applique essentiellement aux associations ayant un revenu supérieur à 100 000 euros (60 % de celles ayant des revenus annuels inférieurs ne voient aucune amélioration ni détérioration). Les principaux problèmes ont trait à la difficulté d'obtenir des financements publics, à garder le personnel et les bénévoles et à faire face à l'augmentation des coûts de fonctionnement.

Dans un sondage récent sur la politique des membres⁶³ mené par l'association nationale d'OSC irlandaises, The Wheel, pratiquement la moitié des répondants n'étaient pas sûrs de savoir s'ils auraient des financements suffisants pour fournir leur soutien ou services existants en 2025.

Chose importante, l'Irlande impose des restrictions sur le financement public des organisations de plaidoyer dont les activités sont considérées comme étant politiques. Le rapport sur l'État de droit de la Commission européenne recommande systématiquement que l'Irlande modifie sa législation conformément à la charte de l'UE sur les droits fondamentaux qui préconise de retirer les obstacles gênant l'accès des OSC au financement⁶⁴. En fait, 37 % des associations interrogées par le Conseil irlandais des libertés civiles ont indiqué qu'elles avaient réduit le plaidoyer, les campagnes ou les communications, par peur de perdre des financements⁶⁵.

Les contrats de financement avec l'État sont souvent extrêmement restrictifs et doivent être renouvelés chaque année, ce qui empêche les OSC de prévoir l'avenir. Les exigences de conformité et de rapport sont souvent lourdes et répétitives, surtout pour les associations financées par des départements ou agences multiples. Une meilleure coordination et un travail intergouvernemental sont nécessaires.

⁶⁰ Annual Report 2020, Charities Regulator, 2020

⁶¹ Report on the Social and Economic Impacts of Registered Charities in Ireland, Charities Regulator, 2023

⁶² Survey of Charities, Charities Regulator, 2025

⁶³ Members' Policy Survey 2025, The Wheel, 2025

⁶⁴ 2025 Rule of Law Report – Chapitre pays Irlande, Commission européenne, 2025

⁶⁵ That's not your role. State funding and advocacy in the Irish community, voluntary and non profit sector, Irish Council for Civil Liberties, mai 2024

DONS INDIVIDUELS

64% de la population donne aux OSC – bien au-dessus de la moyenne européenne de 41 % et au 4^e rang en Europe.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

159 fondations philanthropiques en 2021, avec des dépenses totales de 80 millions d'€.



Les OSC irlandaises jouent un rôle spécifique dans la prestation de services publics essentiels. Cela conduit souvent à des services flexibles, centrés sur la personne, menés par la communauté qui répondent de près aux besoins. Cependant, cela peut créer un contexte où certaines associations hésitent à critiquer les politiques du gouvernement, par peur des implications potentielles de financement. Que ceci soit une impression ou une réalité, cela peut imposer des limites sur l'ouverture du dialogue et la vivacité de la société civile.

« Les financements dédiés sont actuellement limités pour la société civile en dehors de la prestation de service. Les OSC sont tellement prises par les services de première ligne, et doivent se battre pour obtenir les contrats, qu'elles n'ont pas vraiment le temps d'investir dans le plaidoyer, le dialogue civique et l'innovation, tous essentiels à la bonne santé d'un espace civique dynamique. »

Maria O'Connell, responsable du développement, The Wheel

> Le marché actuel des loteries caritatives

> L'Irlande ne possède actuellement pas de réel secteur de loteries caritatives, malgré une tradition de longue date dans ce domaine. Les restrictions juridiques strictes font que les loteries caritatives existantes contribuent en pratique très peu. Elles sont limitées à des loteries de petite taille, localisées, essentiellement pour le soutien des clubs sportifs et des structures de santé. Le seul opérateur de taille au niveau national, The Care Trust, a collecté 3,75 millions d'euros en 2023, et a distribué 1,7 million d'euros.

Pendant ce temps, la loterie nationale irlandaise distribue environ 230 millions d'euros chaque année à de bonnes causes. Ceci s'opère par le transfert des financements via les ministères, ce qui limite la visibilité des dépenses caritatives au joueur de loterie.

Toutefois, l'Irlande est en train de revoir complètement sa législation sur les jeux d'argent, ce qui crée l'occasion parfaite de revisiter le rôle que les loteries caritatives peuvent jouer pour renforcer la société civile dans tout le pays.

> Le potentiel des loteries caritatives

Les loteries caritatives pourraient générer jusqu'à 120 millions d'euros de financement supplémentaire chaque année, au profit de la société civile irlandaise. Ce financement compléterait les activités existantes de la loterie nationale en développant le marché et le fait que les loteries caritatives sont un produit à faible risque aurait un impact positif sur la société irlandaise.

> Mesures recommandées

- **Saisir l'occasion de la refonte de la législation sur les jeux d'argent.** Le réexamen actuel de la loi irlandaise sur les jeux d'argent offre l'occasion rêvée de créer un vrai secteur de loteries caritatives. La loi créerait un espace aux opérateurs indépendants dont le seul objectif est de collecter des fonds pour la société civile, en se démarquant des produits commerciaux de jeux d'argent.
- **Retirer les limites restrictives et élargir la portée.** Les règles actuelles limitent les loteries à de petites opérations locales. Ces plafonds empêchent toute évolution et les loteries ne sont pas en mesure de contribuer de manière significative à la société civile irlandaise. Un cadre modernisé autoriserait les loteries plus grandes au niveau national, y compris les modèles de souscription, tout en maintenant des garde-fous proportionnés.
- **Faire la différence entre les loteries caritatives à risque faible et les jeux d'argent à haut risque.** Dans toute l'Europe, les données montrent que les loteries caritatives sont porteuses d'un risque très faible de dépendance au jeu. Les réglementations devraient refléter ce facteur en appliquant des règles sur mesure qui permettent l'évolution sans les lourdeurs administratives.
- **Transférer les gains à la société civile en toute transparence.** Contrairement à la loterie nationale, où les contributions sont distribuées via les ministères, les loteries caritatives pourraient fournir un financement direct et visible aux OSC. La transparence de communication renforcerait la confiance du public et l'engagement communautaire.
- **Garantir l'accès aux petites associations.** Le système de licence doit être conçu pour permettre aux gros opérateurs comme aux associations plus petites de participer. La simplification des procédures pour les petites loteries et les modèles collaboratifs (loteries regroupées ou fédérées) élargirait l'accès.



> Aperçu général, situation financière et problématiques

L'Italie comptait plus de 363 000 OSC en 2020, et 85 % de ces dernières étaient des associations à but non lucratif⁶⁶. Le tiers secteur s'est lentement mais sûrement développé ces dernières années : on estime que sa productivité économique était de 5 % du PIB en 2021, et plus de dix millions d'Italiens participent à des activités organisées par les associations⁶⁷.

Le rôle prépondérant du secteur dans la prestation de services sociaux a monté d'un cran en raison des difficultés sociales émergentes, notamment l'augmentation nette de la pauvreté, le vieillissement de la population et la crise migratoire⁶⁸.

Il est difficile d'obtenir des données complètes sur l'accès au financement des OSC. Le financement public, notamment pour les services, est une source importante de revenus. Selon les données de 2023 sur les OSC actives dans la coopération internationale, les sources de financement public représentaient 59 %, alors que 41 % provenaient de collectes de fonds (entreprises, fondations, déclarations de revenus et églises)⁶⁹.

Les associations de taille petite et moyenne sont confrontées à de plus gros problèmes d'accès au financement. Il y a très peu de fonds disponibles pour les activités de plaidoyer dans le secteur public comme dans le secteur privé⁷⁰.

Les fondations sont des donateurs très actifs en Italie, notamment les fondations bancaires. Selon l'Acri, l'association des fondations et des caisses d'épargne, les 86 fondations bancaires du pays ont déboursé en 2024 un financement total de plus d'un milliard d'euros distribué à plus de 22 000 initiatives⁷¹.

La société civile italienne connaît des réformes continues importantes, y compris l'impact du plan 5x1000, qui permet aux contribuables italiens d'attribuer un faible pourcentage de leurs impôts à des OSC de leur choix. En 2020, le montant donné via ce plan dépassait la limite imposée par l'État de 520 millions d'euros. La société civile appelle constamment le gouvernement à augmenter ce plafond sur les dons, qui est systématiquement dépassé⁷².

D'autres développements récents comprennent un nouveau décret qui retire les exemptions de TVA aux services de loisirs et de culture fournis par les associations, ce qui aura des conséquences budgétaires importantes pour de nombreuses OSC⁷³, et une baisse des abattements fiscaux sur les dons aux OSC, ce qui risque d'avoir un impact sur les fonds des gros donateurs privés⁷⁴.

DONS INDIVIDUELS

35% de la population donne directement aux œuvres – en dessous de la moyenne européenne de 41 %.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

8 356 fondations en 2022, avec des dépenses totales en 2023 de presque 1,5 milliard d'€.

> Le marché actuel des loteries caritatives

L'Italie ne possède actuellement pas de loteries caritatives en raison de l'absence de cadre juridique, alors qu'elle possède un marché de la loterie bien développé et concurrentiel constitué d'opérateurs privés et commerciaux avec des concessions publiques. Les produits de loterie qui opèrent sous concession par Sisal et IGT génèrent environ 4 milliards d'euros en revenu fiscal annuel, mais aucune donnée ne suggère que ce revenu est acheminé vers le financement de la société civile.

Cependant, le gouvernement italien est actuellement en train de revoir la législation sur les jeux d'argent, ce qui crée l'occasion unique d'introduire les loteries caritatives qui renforceront la société civile dans tout le pays.

66 Statistical appendix, 10th Report of Social Associations, 2024

67 In 10 years the third sector in Italy has grown by 25%, AGI, 23 mai 2021

68 Gaffo, M. Italy: civic regression & organizations' resilience, European Fundraising Association, 2 juillet 2025

69 The Geography of Cooperation, Open Cooperazione, 2023

70 Liberties Rule of Law Report 2025, Civil Liberties Union for Europe, 2025

71 Foundations: €1 billion for 22,000 projects, VITA.it, 18 juillet 2024

72 Italian nonprofit sector calls for cap to be lifted on tax-efficient giving in Italy, Association européenne de financement, 7 juillet 2021

73 Nisi, A. VAT for the Third Sector... What's the government doing? VITA.it, 16 octobre 2024

74 Gaffo, M. Italy: civic regression & organizations' resilience, European Fundraising Association, 2 juillet 2025

> Le potentiel des loteries caritatives

Les loteries caritatives pourraient générer environ 1,5 milliard d'euros de financement supplémentaire chaque année, au profit de la société civile italienne. Ce financement compléterait les activités existantes de la loterie nationale en développant le marché et le fait que les loteries caritatives sont un produit à faible risque aurait un impact positif sur la société italienne.

> Mesures recommandées

- **Introduire un cadre juridique clair pour les loteries caritatives.** L'Italie possède un marché de loterie commerciale vaste et bien développé, mais en l'absence de cadre législatif pour les loteries caritatives, son vrai potentiel demeure inexploité. La réforme courante de la loi sur les jeux d'argent fournit l'occasion unique de créer une catégorie distincte pour les loteries caritatives, avec des règles qui reflètent leur profil peu risqué et leur objectif de bien public.
- **S'appuyer sur les meilleures pratiques européennes.** L'Italie peut s'inspirer d'autres pays européens comme les Pays-Bas et la Suède, où les loteries caritatives parviennent à collecter des milliards d'euros à destination de causes sociales sans pour autant nuire aux lotos nationaux. Reconnaître explicitement le « financement de bonnes causes » comme un objectif politique permettrait de garantir une pérennité pour la société civile italienne.
- **Impliquer la société civile dans la rédaction du nouveau cadre.** Au moment où l'Italie réforme sa législation sur les jeux d'argent, il est essentiel d'impliquer les OSC dans le processus. Les réglementations devraient refléter leurs besoins : des financements de base pérennes, un allègement de la paperasserie, et les garanties que les gains sont largement, justement et indépendamment distribués.
- **Assurer la transparence des revenus de loterie existants.** Les opérateurs commerciaux (Sisal, IGT) génèrent des milliards d'euros de revenus fiscaux chaque année, et pourtant, rien n'indique clairement comment ou si ces fonds viennent directement en soutien de la société civile. Les dirigeants devraient augmenter la transparence autour de la distribution des revenus de loterie.





PAYS-BAS

> Aperçu général, situation financière et problématiques

Selon la Commission européenne, les Pays-Bas comptaient 256 829 organisations à but non lucratif en 2022⁷⁵. Un sondage mené par Goede Doelen Nederland auprès de 154 associations a montré que les subventions (36 %) et les dons individuels (31 %) représentaient leurs principales sources de revenus⁷⁶.

Toutefois, compte tenu des récents bouleversements politiques, la société civile fait désormais face à de graves problèmes financiers. En novembre 2024, le nouveau gouvernement a annoncé une réduction de 70 % dans le budget à l'aide au développement, ainsi qu'une nouvelle exigence selon laquelle les ONG ne peuvent faire une demande de budget que si au moins 50 % de leur revenu provient de sources autres que publiques. Dans un contexte de financement déjà réduit, ceci place une énorme pression sur de nombreuses OSC.

Par ailleurs, les coupures dans les budgets de l'éducation, de la culture et de la santé vont aussi affecter le financement que les OSC fournissent à des services importants, en particulier les groupes marginalisés comme les migrants sans papiers, les SDF et les toxicomanes.

Le gouvernement veut également réduire les allègements fiscaux sur les dons individuels et d'entreprise dans le nouveau plan fiscal, et a proposé une loi de la transparence (la WTMO) qui oblige les OSC à déclarer leur financement étranger lorsqu'on soupçonne que leurs activités puissent porter atteinte à l'État de droit. Le projet de loi manque de garde-fous suffisants contre le risque de mise en œuvre sélective et de stigmatisation des OSC en raison de l'opacité des définitions, et crée une charge administrative en exigeant des rapports de dons à garder pendant sept ans⁷⁷.

La démission du gouvernement en juin 2025 et les élections qui ont suivi fin octobre signifient que la mise en œuvre des politiques proposées et des coupures dans le financement public dépendra des priorités du nouveau gouvernement. Dans l'intervalle, les réglementations strictes de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent ont entraîné une tendance de diminution des risques chez les banques néerlandaises qui fait que les OSC ont plus de mal à ouvrir de nouveaux comptes en banque et à effectuer des paiements. Cela complique la gestion financière et compromet la stabilité de financement⁷⁸.

75. [Impact Assessment Report](#) accompanying the document 'Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on European cross-border associations', Commission européenne, 2023

76. [Feiten & cijfers over goede doelen](#), Goede Doelen Nederland, 2023

77. [Liberties Rule of Law Report 2025](#), Civil Liberties Union, 2025

78. [Shrinking civic space in the Netherlands: a growing trend](#), Association européenne de financement, 13 novembre 2024

DONS INDIVIDUELS

68% de la population donne directement aux OSC bien au-dessus de la moyenne européenne de 41 %. Classée au 2^e rang en Europe et dans le monde

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

5 910 fondations philanthropiques en 2022, avec des dépenses totales juste supérieures à 2,1 milliards d'€.

> Le marché actuel des loteries caritatives

Les Pays-Bas possèdent un secteur de loterie caritative extrêmement florissant parallèlement au loto national. Alors que le loto national rapporte environ 75 millions d'euros par an aux OSC (y compris sportives), les loteries caritatives comme Grote Clubactie, Zonnebloem Loterij, Lot of Happiness, VriendenLoterij et Nationale Postcode Loterij génèrent 550 millions d'euros par an en contributions caritatives.

Les Pays-Bas ont démontré que les loteries caritatives peuvent coexister en toute harmonie à côté de la loterie nationale. Au lieu de « réduire les parts du gâteau », le marché s'est agrandi, ce qui permet aux deux types de loteries de bien se porter. Comme le montre une étude de Regulus Partners commandée par ACLEU⁷⁹, leur présence renforce le secteur dans son ensemble, profite aux joueurs, à la société ainsi qu'aux bonnes causes.

> Le potentiel des loteries caritatives

Bien que le pays possède déjà un secteur florissant de loteries caritatives, nous pensons qu'il est vital que le système actuellement en place soit davantage protégé et renforcé, de façon à maximiser le potentiel du secteur à soutenir la société civile néerlandaise.



Depuis plusieurs siècles, les loteries caritatives néerlandaises jouent un rôle essentiel dans le soutien des bonnes causes, de la culture et du sport. Et pourtant, l'objectif social de notre système de loterie n'est toujours pas assuré au sein d'une législation cohérente. Il est essentiel que la contribution sociétale des loteries soit reconnue dans les politiques nationales durables afin d'assurer que cette tradition unique de soutien de la société civile soit protégée pour les générations futures. »

> Mesures recommandées

- **Faire du financement de bonnes causes par le biais des loteries un objectif politique.** Le ministère de la Justice, responsable de la philanthropie et des loteries caritatives, a révisé les objectifs de la politique globale des jeux d'argent. L'ACLEU préconise l'ajout d'un quatrième objectif : le financement de bonnes causes via les loteries doit être considéré comme étant plus qu'un effet secondaire positif. Cela garantirait que les changements politiques tiennent compte de leur impact sur les loteries et protégeraient leurs contributions à la société.
- **Faire une distinction claire entre les loteries et les jeux d'argent à haut risque.** Les réglementations actuelles ne font pas suffisamment la différence entre les loteries et les formes de jeux d'argent à haut risque comme les casinos et les paris sportifs, même si l'autorité de jeux d'argent néerlandaise reconnaît cette distinction dans ses politiques et surveillance. Le risque faible que posent les loteries caritatives n'est pas suffisamment reflété dans la loi. Une distinction juridique claire assurerait que les réglementations correspondent mieux au niveau de risque réel des différentes formes de jeux d'argent.
- **La différenciation des taux dans les taxes sur les jeux d'argent doit être basée sur le profil de risque.** Le gouvernement a considérablement augmenté la taxe sur les jeux d'argent pour tous les opérateurs, y compris les loteries caritatives, et une nouvelle augmentation est prévue en 2026. Cette augmentation générale de taxe ne fait pas la distinction entre les formes nocives de jeux d'argent et les loteries caritatives.

Les loteries caritatives posent le risque le plus faible de dépendance au jeu et génèrent en même temps une valeur publique énorme : un minimum de 40 % de tous les gains va directement à des causes sociales et caritatives. Le fait de les traiter comme des opérateurs de jeux d'argent à la recherche de profit est non seulement injuste, mais va à l'encontre des objectifs de politique nationale qui entourent le bien-être et l'impact social. Nous préconisons une différenciation de taux sous forme d'exemption fiscale complète pour les loteries caritatives, reconnaissant leur contribution sociale unique (comme en Suède, où ces loteries sont pleinement exemptées de taxe sur les jeux d'argent).

Ineke Sybesma, Chair, Goede Doelen Platform

⁷⁹ Charity Lotteries and the European Lottery Sector: impact analysis, Regulus Partners, décembre 2022



> Aperçu général, situation financière et problématiques

La société civile norvégienne a la réputation d'être vaste et bien organisée, avec plus de 132 000 organisations de société civile répertoriées par GlobalGiving Atlas⁸⁰.

Selon le rapport Fundraising de Deloitte de 2024⁸¹, les revenus totaux des organismes de collecte de fonds norvégiens ont atteint un record de 31 milliards de couronnes norvégiennes (plus de 2,7 milliards d'euros) en 2023, soit une augmentation de 15 % sur l'année précédente.

Le rapport fait remarquer que cette hausse peut être largement attribuée à des subventions du gouvernement norvégien et des organisations internationales en réponse à la crise continue en Ukraine. Les financements de l'UE, de l'ONU et d'autres organismes internationaux ont vu une augmentation de 13 % en glissement annuel. Les subventions des autorités norvégiennes aux OSC ont augmenté de 18 % durant l'année, cependant, si l'on ne compte pas les dons relatifs à l'Ukraine, ce revenu a chuté de 3 %.

Les donateurs réguliers représentent une source stable et importante de revenus pour les OSC norvégiennes. Malgré l'augmentation du coût de la vie et la situation économique difficile pour beaucoup, le rapport Deloitte montre une augmentation de 2 % dans les revenus provenant de donateurs réguliers en 2023, à 2,55 milliards de NOK, en raison d'une augmentation du nombre de nouveaux donateurs réguliers de 14 %.

DONS INDIVIDUELS

58% des Norvégiens donnent directement aux OSC – bien au-dessus de la moyenne européenne de 41% et 5^e au classement européen.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

6 332 fondations philanthropiques en 2022, avec des dépenses totales de 5,1 milliards d'€.

Malgré tout, le rapport insiste sur le fait que les OSC ont des problèmes à une période financièrement difficile,

notamment en raison de la baisse des contributions de la communauté des entreprises et du contexte plus difficile d'attraction des donateurs occasionnels. Les dons d'entreprise ont baissé de 27 %, ce qui présente un défi non négligeable pour le secteur.

En outre, le programme de compensation de la TVA demeure insuffisant. En 2025, le gouvernement a octroyé 2,65 milliards de NOK tandis que les demandes se sont élevées à 2,78 milliards de NOK. Cet écart crée une incertitude et force des ajustements budgétaires tardifs.

> Le marché actuel des loteries caritatives

En 2015, le gouvernement norvégien a ouvert le marché de loterie contrôlé par l'État, permettant aux loteries caritatives de fonctionner au sein d'un cadre très restrictif. L'objectif était de donner aux OSC centrées sur l'international une source de financement stable supplémentaire, tout en maintenant des mesures fortes de contrôle des jeux d'argent.

Au départ, cinq licences ont été octroyées, chacune avec un plafond de chiffre d'affaires de 300 millions de NOK par an (un total de 1,5 milliard de NOK sur toutes les loteries caritatives) pour permettre aux loteries de collecter des fonds pour de bonnes causes tout en restant dans les limites du modèle de droits exclusif à la Norvège. Actuellement, il existe deux loteries caritatives au niveau national et des milliers de petites loteries régionales. À compter de 2026, trois licences seront autorisées pour la prochaine période visée par la licence de neuf ans.

Le plafond annuel du chiffre d'affaires de 410 millions de NOK s'avère très restrictif : les deux plus grandes loteries caritatives, Pantelotteriet et Postkodelotteriet, ont toutes deux atteint ce plafond en 2024.

Les loteries caritatives ont collecté environ 250 millions de NOK (environ 21,5 millions d'euros) pour la société civile en 2024, alors que le loto national Norsk Tipping (jeux d'argent compris) a fourni à l'État 8 milliards d'euros en 2024.

⁸⁰ GlobalGiving Atlas – Norway, GlobalGiving.org

⁸¹ The Deloitte Fundraising Report 2024, Fundraising Norge, 2024

> Le potentiel des loteries caritatives

Si le gouvernement retirait partiellement les restrictions du secteur de la loterie caritative norvégienne, il pourrait générer environ 141 millions d'euros de revenus nets de prix, ce qui rapporterait autour de 83 millions d'euros de plus au financement de la société civile norvégienne.

On estime qu'un cadre juridique encore moins restreint permettrait aux loteries caritatives de générer 398 millions d'euros de revenus nets de prix, ce qui fournirait 254 millions d'euros de financement aux OSC du pays.

> Mesures recommandées

- **Relever le plafond actuel du CA des loteries caritatives** permettrait la levée de financement supplémentaire pour la société civile, sans remettre en cause le monopole des jeux d'argent ni augmenter les risques de dépendance au jeu, étant donné que seules les loteries à faible risque ont le droit d'avoir ce type de licence.
- **Redistribuer le plafond du CA parmi les licences actuelles.** Compte tenu de la décision du gouvernement de réduire le nombre de licences pour les loteries caritatives de cinq à trois, un ajustement politique pragmatique consisterait à redistribuer le plafond de CA d'origine de 2015 (estimé alors à 1,5 million de NOK) sur ces trois licences, avec un ajustement pour l'indice des prix à la consommation de 2015.
- **Retirer la limite restrictive imposée au marketing.** Laisser les loteries caritatives vendre leurs produits à faible risque de manière modérée, mais financièrement stable, en retirant la limite imposée sur le marketing de 15 % du CA réel après paiement des prix.





POLOGNE

> Aperçu général, situation financière et problématiques

Selon l'Office polonais de la statistique⁸², la Pologne comptait environ 95 000 OSC enregistrées et actives en 2022. La société civile reste largement dépendante des fonds publics, issus soit des gouvernements national ou local, soit, pour les plus grandes organisations, par l'intermédiaire des fonds de cohésion de l'UE, et enfin des dons.

Selon le rapport intitulé *L'état des organisations non gouvernementales*⁸³, le financement public représente 44 % du secteur social (social, sport, éducation, culture, jeunesse), bien qu'il y ait une tendance croissante de financement de la part du secteur privé et des dons individuels.

Malgré cela, 72 % des OSC ont du mal à collecter des fonds et à répondre aux besoins sociaux du fait du manque de personnel et de réserves limitées, tandis que le besoin de prestation est monté en flèche ces dernières années : d'abord pendant la Covid, puis avec l'arrivée massive de réfugiés ukrainiens après l'invasion russe début 2022, et dernièrement en 2024 après des crues catastrophiques.

Les OSC étaient sur le devant de la scène pour répondre aux besoins immédiats de long terme, ce qui a encouragé une augmentation des dons privés d'entreprises et de citoyens. Selon l'Institut économique polonais (PIE), durant les premiers mois qui ont suivi le début de la guerre, les Polonais ont fait don d'environ 10 milliards de PLN (soit environ 2,35 milliards de livres sterling) de leur poche pour aider les réfugiés⁸⁴.

Dans le même temps, la philanthropie privée en Pologne demeure limitée, et très peu de fondations soutiennent les OSC. L'arrêt d'USAID a également touché le soutien aux réfugiés ukrainiens ainsi que les initiatives en matière de migration, d'aide humanitaire, d'éducation, de société civile, de médias libres et de droits des femmes.

Bien que le ministère de la Société civile ait commencé à revoir les procédures et ait remplacé du personnel à l'Institut national des libertés (NIW-CRSO, l'agence qui distribue le financement à la société civile), une réforme du système en profondeur est nécessaire. Le budget actuel reste insuffisant et manque de flexibilité

⁸² [Impact Assessment Report](#) accompanying the document 'Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on European cross-border associations', Commission européenne, 2023

⁸³ [Kondycja organizacji pozarządowych](#), Stowarzyszenie Klon/Jawor, 2024

⁸⁴ [Poland is number one in helping Ukrainians. Here's what share of the economy it represented](#), Business Insider, 12 novembre 2024

pour être pérenne. Par ailleurs, l'augmentation récente des dons privés ne peut pas être soutenue sur le long terme sans développer une stratégie de développement philanthropique claire, comprenant des incitations fiscales, des dons transfrontaliers, des dotations, des financements participatifs et des loteries pour le bien public.

« Compte tenu de la problématique des politiques de financement de ces dernières années, en plus de la pandémie de COVID-19, de la crise humanitaire qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les récentes inondations dans le sud de la Pologne, le secteur est exsangue et a besoin d'une sérieuse réforme du financement. »

Rapport sur l'espace civique du Forum civique européen de 2025

DONS INDIVIDUELS

53 % de la population donne directement aux OSC – bien au-dessus de la moyenne européenne de 41 %.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

21 000 fondations philanthropiques en 2023. Pas de données de dépenses disponibles.

> Le marché actuel des loteries caritatives

En raison des lois sur le monopole et des barrières posées par la loi sur les jeux d'argent de 2009, la Pologne possède actuellement un secteur de loterie caritative très limité qui comprend de petites loteries de type tombolas capables d'offrir uniquement des prix en nature et devant consacrer tous leurs revenus à des fins sociales. La grande majorité fonctionne selon une procédure de « notification » simplifiée pour les petites opérations limitées par un seuil de prix de 8 167,77 PLN (soit environ 1 014 €) en 2025. Il n'existe aucune donnée estimant la valeur du marché des loteries caritatives.

Les réglementations prohibitives empêchent le développement de loteries caritatives plus grandes, sur le plan national, qui pourraient fournir un financement non négligeable à la société civile. La loi de 2009 sur les jeux d'argent était conçue pour les jeux commerciaux à haut risque, et a créé un monopole d'État sur les jeux d'argent en ligne, ce qui exclut l'organisation de loteries caritatives en ligne.

L'opérateur de loterie nationale Totalizator Sportowy détient le monopole sur les loteries, les courses hippiques, les machines à sous et les paris en ligne. Ses impôts et bénéfices pour l'État s'élevaient à environ 400 millions d'euros en 2021, et 76 % (300 millions d'euros) étaient attribués à la loterie sur une base de revenus nets au pro rata. Une partie importante de ces revenus va à des causes sociales, notamment le Fonds de développement de la culture physique polonaise et le Fonds de promotion de la culture.

> Le potentiel des loteries caritatives

Si la Pologne autorisait les loteries caritatives sur une base restrictive, elle pourrait générer environ 107 millions d'euros de financement supplémentaire par an au profit de la société civile, et un modèle moins restrictif pourrait générer environ 330 millions d'euros de financement en plus pour les OSC chaque année.

> Mesures recommandées

- **Créer une nouvelle catégorie de licence dédiée pour les loteries caritatives** qui reconnaît leur objectif de collecte de fonds et leur profil à faible risque, avec des exigences qui sont proportionnelles à l'échelle de leurs activités.
- **Supprimer l'interdiction des activités en ligne** pour permettre des modèles de loterie caritative basés sur souscription qui se sont avérés florissants dans d'autres pays européens.
- **Simplifier radicalement les procédures administratives** et réduire les barrières financières pour permettre aux OSC d'utiliser cet outil de manière efficace et efficiente.

« La société polonaise est prête pour accueillir les loteries caritatives, et pourtant leur potentiel considérable de collecte de fonds demeure inexploité. L'importance de ce potentiel est confirmée par le succès spectaculaire des tirages au sort organisés entre 2022 et 2024 par des YouTubers polonais célèbres. »

Wojciech Koczorowski, cofondateur, Fundacja Instytut Loterii Dobroczynnych



> Aperçu général, situation financière et problématiques

D'après les chiffres de 2023 de Statistics Sweden⁸⁵, la Suède compte environ 265 700 organisations de la société civile qui emploient 201 800 personnes (3,8 % des employés suédois). Durant la même année, le montant total des résultats d'exploitation des OSC s'élevait à 155,8 milliards de SEK (environ 14,2 milliards d'euros), dont 35 % constitués de financement issu du secteur public.

La société civile suédoise bénéficie de dons individuels importants : l'indice de dons Giva Sverige montrait une augmentation des dons individuels au premier trimestre de 2025. Et malgré tout, ce secteur ainsi que d'autres canaux de collecte sont confrontés à une pression croissante. Les exigences de conformité se sont accrues avec de nouvelles règles de conditionnalité et une plus grande surveillance de la protection des données.

Quant au financement public, le gouvernement suédois a réduit à la fois le budget d'aide internationale et certaines subventions intérieures destinées à la société civile. D'après Giva Sverige⁸⁶, la moitié de ses OSC membres ont constaté une baisse des financements publics depuis le changement de gouvernement en 2022, et 20 % ont dû réduire leurs opérations prévues, en grande partie à cause de la réduction des fonds publics et de la forte augmentation des coûts. Qui plus est, un tiers de ses membres a signalé une baisse de volonté parmi les entreprises privées de faire des dons aux OSC. Seuls 7 % ont déclaré qu'elles avaient été en mesure de s'agrandir.

Giva Sverige remarque également que les OSC suédoises continuent d'avoir des difficultés à ouvrir un compte en banque ou à accéder à des services bancaires de base⁸⁷.

Dans son rapport sur l'État de droit de 2025, la Commission européenne a rapporté « *des progrès considérables sur la recommandation relative au cadre juridique pour le financement et le fonctionnement des organisations de la société civile, entré en vigueur en 2025* ». ⁸⁸

Malgré tout, les OSC ont remarqué que la décision du gouvernement en 2024 de retirer le financement pour les « organisations ethniques » risque de compromettre certaines activités de groupes. Le parlement a également adopté de nouvelles exigences pour le financement public. Alors que les règles s'appliquent à toutes les organisations et risquent d'augmenter les exigences administratives dans tout le secteur, ce sont les petits groupes et les organisations confessionnelles qui auront le plus de mal à s'adapter.⁸⁹

⁸⁵ The Civil Society 2023 – Subreport, Statistics Sweden, 2023

⁸⁶ One in five nonprofit organizations is forced to cut back – despite increased giving from the public, Giva Sverige, 4 juillet 2025

⁸⁷ Bank disputes continue to be obstacles for associations, Giva Sverige, 25 juillet 2025

⁸⁸ 2025 Rule of Law Report – Chapitre pays Suède, Commission européenne, 2025

⁸⁹ Liberties Rule of Law Report 2025, Civil Liberties Union for Europe, 2025

DONS INDIVIDUELS

53% de la population donne directement aux OSC – **bien au-dessus** de la moyenne européenne de 41 %.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

17 631 fondations philanthropiques en 2024, avec des dépenses totales de **922,7 millions d'€**.

> Le marché actuel des loteries caritatives

La Suède possède un marché de loterie semi-reteint. Depuis les réformes réglementaires de 2019, les produits de jeux d'argent sont classés par catégorie selon leur objectif, leur structure de détention et leur risque, et les loteries caritatives jouissent des réglementations les plus favorables. Le secteur suédois de loteries caritatives représente actuellement environ 14 % du marché total réglementé des jeux d'argent, et compte 281 loteries caritatives sous licences (y compris le bingo) accordées en 2024.

Ce secteur, qui inclut les membres d'ACLEU Miljonlotteriet et Svenska Postkodlotteriet, a collecté environ 127 millions d'euros en financement destiné aux OSC en 2024, tandis que la loterie nationale suédoise Svenska Spel a fourni à l'État 140 millions d'euros. Les loteries caritatives suédoises génèrent par conséquent autant pour les OSC que le monopole d'État contribue aux finances publiques via ses dividendes.

Malgré un large soutien politique en faveur des loteries caritatives, elles sont souvent incluses de manière disproportionnée dans les nouvelles propositions consistant à protéger les consommateurs des jeux d'argent néfastes. Parallèlement, les lourdeurs administratives demeurent très présentes, et le double rôle de l'État en tant que régulateur et concurrent crée des désavantages structurels pour la société civile.

> Le potentiel des loteries caritatives

Les loteries caritatives ont le potentiel de générer environ 300 millions d'euros de financement par an au profit de la société civile. Les loteries caritatives complètent les activités existantes de Svenska Spel et d'autres loteries suédoises en développant le marché et le fait que les loteries caritatives soient un produit à faible risque a un impact positif sur la société suédoise.

> Mesures recommandées

- **Sécuriser le marché des loteries caritatives en renforçant les garde-fous déjà en place figurant au chapitre 6 de la loi sur les jeux d'argent**, par l'intermédiaire d'une classification obligatoire du risque pour les nouvelles propositions, l'élimination des échappatoires comme les jeux d'ombre et jeux hybrides, et la garantie de règles justes contre les loteries gratuites et les jeux radiophoniques.
- **Protéger les canaux de collecte de fonds clés** en s'assurant que toutes les nouvelles règles de télémarketing ne bloquent pas ni ne restreignent la capacité des associations à atteindre de nouveaux adeptes, y compris via les ventes des loteries caritatives.
- **Garantir des conditions pérennes, basées sur la confiance** en maintenant l'exemption de taxe, en retirant l'interdiction sur la coopération internationale et en réduisant les lourdeurs administratives pour les loteries caritatives, comme les exigences de certification technique actuellement en vigueur.

Les loteries caritatives fournissent aux associations suédoises, un financement stable et indépendant qui leur permet de voir venir. À Miljonlotteriet, nous voyons comment les jeux de tirage au sort à faible risque apportent un soutien pérenne sans que cela n'affecte les deniers publics, ce qui est exactement ce dont les associations ont besoin lorsque d'autres revenus deviennent incertains. »

Jan Erlandsson, conseiller principal, Miljonlotteriet





ROYAUME-UNI

> Aperçu général, situation financière et problématiques

Selon le Conseil national des organisations bénévoles (NCVO), il existe 168 000 OSC enregistrées au Royaume-Uni.⁹⁰

Toujours selon le NVCO, le financement du gouvernement central représentait 30 % des revenus du tiers secteur en 2020-21, et ce pourcentage a chuté à 26 % en 2021-22. Les micro-organisations et celles de petite taille (avec un revenu annuel inférieur à 100 000 livres sterling) restent particulièrement dépendantes, avec 37 % de leur revenu issu de sources publiques, comparé à 26 % pour les organisations plus grandes.

Depuis le Brexit, les OSC britanniques ont perdu une part considérable de financement de l'UE, notamment le Fonds social européen et les programmes humanitaires. Les programmes de remplacement comme le UK Shared Prosperity Fund n'arrivent pas à la hauteur du soutien de l'UE, ce qui laisse un grand nombre d'OSC (surtout celles de petite taille et régionales) avec des ressources réduites, des fermetures de compte, et dans une plus grande insécurité financière.⁹¹

Les opérations bancaires sont un autre problème pour les petites OSC. Ces dernières années, un nombre croissant de membres de NCVO ont signalé qu'il devient de plus en plus difficile de trouver des services bancaires convenables, sans lesquels les OSC ne peuvent pas correctement gérer leurs finances. Cela peut vouloir dire qu'elles ne sont pas en mesure de réaliser leurs prestations et risquent de ne pas satisfaire aux exigences réglementaires.

La bonne nouvelle est qu'en février 2025, le gouvernement central a sorti une nouvelle directive pour les contrôleurs du secteur public, les enjoignant à « maximiser les dépenses d'achat » des organisations bénévoles, communautaires et entreprises sociales (VCSE). La déclaration de politique d'achat du gouvernement stipule que tous les ministères doivent établir une cible de dépenses directes avec le secteur VCSE d'ici le 1^{er} avril 2026.⁹²

⁹⁰ *The Road Ahead*, NCVO (National Council for Voluntary Organisations), 2025

⁹¹ *Employment services charities worse off since EU funding loss, report says*, CivilSociety.co.uk, 23 avril 2024

⁹² *The Road Ahead*, NCVO (National Council for Voluntary Organisations), 2025



Les organisations subventionnaires et les fondations font état d'une réalité crue : les demandes de subventions ont monté en flèche, selon une estimation de 30 à 50 %, et certaines fondations ont vu ce chiffre doubler. Cette augmentation spectaculaire n'est pas juste une question de chiffres : cela représente des milliers d'organisations cherchant désespérément un soutien pour poursuivre leur travail essentiel. »

Carol Mack, directrice générale, Association of Charitable Foundations (ACF)⁹³

DONS INDIVIDUELS

65% de la population donne directement aux OSC – bien au-dessus de la moyenne européenne de 41 % et au 3^e rang européen.

PHILANTHROPIE INSTITUTIONNELLE

10 719 fondations philanthropiques en 2023, avec des dépenses totales de **14,1 milliard d'€**.

> Le marché actuel des loteries caritatives

La norme au Royaume-Uni est un marché semi-restreint, avec des loteries caritatives fonctionnant dans un cadre restreint parallèlement au monopole de loterie nationale. Les opérateurs de loteries caritatives comprennent People's Postcode Lottery, Local Hospice Lottery, Health Lottery, Scottish Children's Lottery et CFP Lottery & Raffles, et le Lotteries Council est l'organisme qui représente le secteur.

Les loteries caritatives sont soumises à une limite de vente annuelle de 50 millions de livres, une limite par tirage de 5 millions de livres, et un prix maximal de 10 % de la limite de tirage (maximum 500 000 livres). Malgré ces restrictions considérables, le secteur des loteries caritatives a réalisé des ventes dépassant un milliard de livres en 2025 et génère 450 millions de livres (500 millions d'euros) de financement par an au profit de la société civile. Ce secteur représente encore uniquement un neuvième de la taille de la loterie nationale.



Nous en appelons à une réforme digne de ce nom. Les limites d'un autre âge imposées aux ventes et aux prix des loteries caritatives représentent un frein pour le secteur. Elles limitent la croissance, augmentent les frais d'exploitation et empêchent des fonds supplémentaires essentiels d'atteindre de bonnes causes. »

En Irlande du Nord, les jeux d'argent sont décentralisés, contrairement au reste de la Grande-Bretagne (Angleterre, Écosse et Pays de Galles). La législation actuelle d'Irlande du Nord est démodée et ne correspond plus au reste du Royaume-Uni, ce qui veut dire que les grandes loteries caritatives ne peuvent pas opérer dans cette région. Les opérateurs de loteries caritatives estiment qu'ils seraient en mesure de collecter des millions de livres supplémentaires en financement pour la société civile en Irlande du Nord si la loi sur les loteries caritatives de la région s'alignait sur celle du Royaume-Uni.

> Le potentiel des loteries caritatives

Si les lois sur les loteries caritatives du Royaume-Uni étaient encore plus libéralisées, le secteur des loteries caritatives pourrait générer environ 2,3 milliards d'euros par an en revenus nets de prix, ce qui fournirait pratiquement 1,5 milliard d'euros de financement supplémentaire, générant un élan de 28 % pour le financement de loterie global au Royaume-Uni.

Si la législation sur les loteries caritatives d'Irlande du Nord était alignée sur celle du Royaume-Uni, la People's Postcode Lottery à elle seule estime qu'elle serait en mesure de collecter 25 millions de livres de plus au profit de la société civile durant ses cinq premières années de fonctionnement.

> Mesures recommandées

- **Un environnement réglementaire retirant le traitement préférentiel du loto national serait optimal.**
- **Supprimer les limites démodées imposées aux loteries caritatives** Pour tout le moins, une autre réforme de la législation des loteries caritatives est nécessaire pour supprimer les limites désuètes imposées aux ventes annuelles, aux tirages et aux prix des loteries caritatives.
- **Un marché britannique unique sur toute la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, comme celui qui est proposé par la National Lottery, serait préféré.** Cela exigerait un changement législatif à Westminster pour harmoniser les secteurs des loteries caritatives sur tout le Royaume-Uni.

⁹³ The Road Ahead, NCVO (National Council for Voluntary Organisations), 2025

Conclusion

La société civile dans toute sa diversité et vivacité connaît une période difficile. L'espace civique rétrécit dans de nombreux pays. Les réductions drastiques des budgets publics, en plus d'autres problèmes financiers, arrivent à une période où le travail des OSC est essentiel pour répondre aux besoins domestiques croissants et aux crises mondiales. Les OSC, quelle que soit leur taille, ont désespérément besoin d'une variété de sources de financement pérennes.

Le moment est venu pour l'Europe d'adopter une solution qui s'impose d'elle-même : les loteries caritatives. Ces dernières sont un principe gagnant-gagnant pour la société civile et pour les gouvernements nationaux européens.

Elles ne sont pas juste une autre source de revenus pour les OSC : elles représentent l'une des infrastructures philanthropiques les plus évolutives, indépendantes et menées par les citoyens qui existent aujourd'hui. Chose essentielle, à une époque de pression sur les budgets des États, elles ne coûtent pas un centime aux gouvernements.

Les loteries caritatives offrent un moyen de mobiliser un immense engagement public, de redistribuer les ressources de manière efficace et de soutenir un écosystème dynamique d'organes de la société civile, là où d'autres collecteurs hésitent souvent à aller.

Dans les pays où elles opèrent déjà à l'échelle (les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suède et la Norvège), les loteries caritatives ont prouvé leur capacité à générer un flux de financement pérenne sans effets sociaux délétères ni impacts négatifs sur les loteries nationales. La société civile de ces pays en recueille les bénéfices, alors que partout ailleurs, la porte reste close.

L'ACLEU appelle chaque gouvernement national d'Europe à simplifier les réglementations restrictives, inadaptées et à créer à la place des cadres législatifs qui permettront aux loteries caritatives de s'épanouir.

Nous appelons également les institutions de l'UE à intégrer les loteries caritatives dans la Stratégie de la société civile, le suivi du Plan d'action d'économie sociale, et dans les discussions budgétaires à venir de l'UE.

Nous avons la responsabilité partagée de soutenir les acteurs civiques au-delà des programmes de l'UE. La reconnaissance des loteries caritatives comme des outils de financement innovants, basés sur les citoyens renforcerait la capacité de l'UE à soutenir la participation démocratique et la résilience civique dans tous ses États membres.

Le constat est évident. Les loteries caritatives sont une opportunité à saisir. Elles ont prouvé qu'elles peuvent apporter des financements sûrs, indépendants et pérennes à grande échelle. Elles aident les OSC à survivre aux chocs économiques, diversifient les flux de financement, restent fidèles à leur mission et demeurent innovantes et adaptatives. Elles sont le complément des loteries nationales. Elles renforcent la démocratie. Et dans ce contexte de pénurie de financement, elles sont plus que jamais nécessaires.

LES LOTERIES CARITATIVES APPORTENT :

- ✓ Une participation publique significative au profit de bonnes causes
- ✓ Des financements de base flexibles pour les OSC de toute taille
- ✓ L'indépendance vis-à-vis des cycles politiques
- ✓ La capacité de soutenir un large éventail de causes caritatives
- ✓ Des partenariats pérennes avec les OSC bénéficiaires
- ✓ Aucun coût pour les finances publiques.

LES LOTERIES CARITATIVES NE SONT PAS :

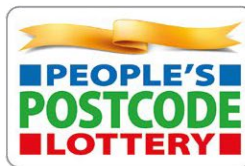
- ✗ Une forme de jeux d'argent à haut risque
- ✗ Une menace concurrentielle directe aux loteries nationales existantes.



L'ACLEU appelle chaque gouvernement national d'Europe à simplifier les réglementations restrictives, inadaptées et à créer à la place des cadres législatifs qui permettront aux loteries caritatives de s'épanouir. »



Membres actuels





Association of Charity Lotteries in Europe (ACLEU)
P.O. Box 75025, 1070 AA Amsterdam
Pays-Bas
info@acleu.eu
acleu.eu



Civil Society Europe (CSE)
Rue de la Charité 22, Box 7, 1210 Bruxelles
Belgique
contact@civilsocietyeurope.eu
civilsocietyeurope.eu